

« BERLIN L'ALTERNATIVE »

Actualité et problématiques du mouvement alternatif à Berlin

Qui se promène et sort à Berlin sera frappé par le nombre de punks, de lieux alternatifs, de concerts dans des squats ouverts à tous, de friches industrielles réinvesties, de petits projets autogérés, allant des librairies au commerce équitable. On parle à Berlin d'une « scène alternative », on peut même parler d'un mouvement alternatif, mouvement à la fois social, politique et culturel, dont les acteurs oscillent entre contestation et réalisation de projets, expérimentant d'autres formes de travail, d'habitat, de politique, de lien social. L'objet de cet article (à l'origine un mémoire) est de tenter de répondre à ces questions : d'où vient ce mouvement, qui sont les alternatifs, qu'est-ce que ces individus ont en commun qui les regroupe sous cette bannière, quels sont leurs idées, leurs moyens, leurs stratégies d'action, de quelle manière et dans quelle mesure esquissent-ils des éléments d'alternative au système dominant actuel, quels sont leurs réseaux, leurs relais, que peuvent-ils apporter à la société, en quoi peuvent ils nourrir la politique de leurs propositions et constituer un contre-pouvoir ?

Précurseurs et conditions d'émergence en Allemagne

Dès la seconde moitié du 19^{ème} siècle, l'Allemagne connaît un foisonnement d'initiatives non-conformistes qui semblent préfigurer celles des alternatifs actuels. Les premières plaintes contre l'industrialisation, l'urbanisation, la pollution de l'air et de l'eau, la mauvaise alimentation, le rejet de la grande ville apparaissent. Cependant à cette époque règne une grande foi dans le progrès technique et les critiques anti-modernistes ont peu de retentissement auprès de la population. L'alternative est alors dans les communautés agraires, les coopératives, les modèles de vie en communauté marqués par la religion, un mouvement de réforme de la vie (*Lebensreform*) qui proclame un retour à la nature et le rejet de la modernité et de l'industrialisation. Tous ces mouvements sont des réactions au processus modernisation industrielle, ce sont aussi des tentatives de fuite de la ville, de romantisme de la nature face à l'essoufflement des valeurs. Le romantisme est également une recherche d'alternative à la société bourgeoise moderne, ainsi que les mouvements naissant de

l'écologie et de la jeunesse avec la formation en 1896 des *Wandervögel* (rassemblement de jeunes qui pratiquaient la randonnée, équivalent des scouts) à Berlin-Steglitz.

Le mouvement de réforme de la vie fait naître le végétarisme (1^{ère} réunion des végétariens en 1869¹), la culture « du corps libre » (*Freikörperkultur* : naturisme), des mouvements anti-tabac et anti-alcool, des communautés agricoles comme l'Eden fondée en 1893 près de Berlin par Bruno Wilhelmi, ainsi qu'un mouvement de réforme pédagogique, avec entre autres la création d'une communauté scolaire libre à Wickersdorf en Thuringe par Geheeb (entre autres), qui en partira trois ans plus tard pour fonder la Odenwaldschule près de Mannheim, dont sortent d'ailleurs les frères Cohn-Bendit.

Toutes ces initiatives correspondent à une quête d'une réforme de la vie dans ses aspects quotidiens ainsi que dans ses aspects spirituels (l'occultisme à beaucoup de succès notamment avec la théosophie²). C'est au départ un mouvement apolitique, idéaliste, romantique et plutôt libertaire. L'historien Louis Dupeux parle « d'alternative 1900 »³, qui apparaît tout d'abord comme une forme apolitique de concrétisation du pessimisme culturel (*Kulturpessimismus*). Mais il y a aussi un mouvement de réforme de la vie très conservateur qui se met en place dans les années 1890, une « version *völkisch* »⁴ (populiste) de l'alternative, tournée non plus vers le seul bien-être de l'homme mais vers celui de la « race », avec une idéologie nationaliste et antisémite. La communauté Eden adopte cette tendance, les communautés agraires aryennes militantes apparaissent, supplantant en nombre les communautés de type libertaire. Les courants anti-modernistes ou pour une réforme de la façon de vivre sont liées désormais à des traditions « *völkisch* » ou au mythe du « *Blut und Boden* » (« le sang et le sol ») des nazis. Les mouvements féministes sont aussi récupérés pour exalter la femme et la mère nazies. La période de dictature nazie provoque la fin brutale de tous les milieux avant-gardistes, de gauche, pacifistes ou prolétaires, et après la guerre il s'agit de reconstruire le pays, les mouvements « irrationnels », « romantiques » sont discrédités et

¹ Janos Frecot, Johann Friedrich Geist, Diethart Kerbs, « Abriss der Lebensreform », in : Wolfgang Kraushaar (dir.), *Autonomie oder Getto ? Kontroversen über die Alternativbewegung*, Francfort : Verlag Neue Kritik, 1978, p. 227.

² Le terme de théosophie se rapporte au système philosophique occulte de la russe Helena Petrovna Blavatski, qui fonde en 1875 une « Société Théosophique » aux États-Unis, en Inde et enfin en Europe. Cette société enseigne un syncrétisme de mystique chrétienne, de kabbale et d'hindouisme, qui vise à l'unité avec la Divinité par la sagesse, au moyen de la prière, la méditation, l'extase. C'est une pensée panthéiste, dans laquelle la Divinité est infinie, inconnaissable, incommensurable et impénétrable. La théosophie est introduite en Allemagne par l'Autrichien Rudolf Steiner, secrétaire général de la société théosophique à Berlin de 1902 à 1909, date à laquelle il fonde sa propre société anthroposophique. Steiner est maintenant surtout connu pour son système éducatif original. Voir les articles dans les encyclopédies sur CD-rom *Encarta* (1997) et *Universalis* (2000), ainsi que le *Larousse universel* en 2 volumes édité par Claude Augé (Paris, 1923).

³ Louis Dupeux, « La version *Völkisch* de l'alternative », in : Louis Dupeux (dir.), *La tentation alternative au 19^{ème} et 20^{ème} siècle*, Strasbourg : Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, 1990, p. 381.

⁴ Louis Dupeux, *op. cit.*

on se méfie des menaces pour la toute nouvelle démocratie. C'est seulement dans le courant anti-moderniste des années soixante-dix que se retrouve la conscience de cette préhistoire et des précurseurs.

Avec la rapide croissance des années cinquante et soixante, la situation matérielle de chacun s'améliore, les valeurs hédonistes postmodernes prennent de l'importance. L'écart se creuse entre une société qui prône la discipline, la spécialisation, la spécification des rôles, et les besoins de naturel, de spontanéité, d'émancipation en vogue. La remise au goût du jour d'alternatives est pour beaucoup un produit de l'expérience de 1968, de ses perspectives, ses représentations émancipatrices mais aussi de son échec. Dans la deuxième moitié des années soixante-dix émerge une large vague de mouvement de protestation qui ne se polarise plus sur les questions traditionnelles du mouvement étudiant concernant le système de domination capitaliste mais sur les problèmes touchant à la société elle-même. Dans les mouvements naissants des femmes, de l'écologie, des comités de citoyens et dans la scène encore éparpillée de la nouvelle gauche, des appartements en collectivité, des projets autogérés, des groupes d'aide au tiers-monde, va naître le terreau pour un nouvel acteur dans la société, qui marquera aussi la scène politique. Avec comme arrière-plan la crise du pétrole de 1973 qui a amené une nouvelle sensibilité sur les limites de la croissance, la destruction des environnements naturels et sociaux, les risques liés aux technologies et les contraintes du système sont des sujets qui sont au cœur des débats et des préoccupations publiques. Les peurs de catastrophes écologiques et atomiques, la résistance de plus en plus consciente contre la mécanisation des comportements dans la société, contre l'industrialisation, le patriarcat et la répression étatique, ont fait croître une première large vague de mobilisation.

Mais la contestation n'apparaît pas suffisante, il se forme alors des groupes de personnes qui développent leur propre forme - alternative- d'organisation économique, sociale et politique. De plus les problèmes sociaux grandissent, la participation au domaine politique baisse, l'évolution de l'économie et des conditions de travail, les normes et valeurs sont remises en question ; le résultat de ce malaise dans la politique, le monde du travail et dans la société est le détournement des modèles dominants dans la société et, comme le montrent les recherches sociologiques, une tendance au repli dans des structures micro-sociales⁵. On cherche à compenser dans la sphère privée ce qu'on n'a pas dans la vie publique. Afin de changer cette société de l'intérieur, on essaie de changer au moins sa propre façon de vivre en une forme alternative, laissant découvrir une révolution de tous les jours, dans un croisement

⁵ Walter Hallstein, « Autonome Lebensformen », in : Michael Haller (dir.), *Aussteigen oder rebellieren. Jugendliche gegen Staat und Gesellschaft*, Hambourg : Rowohlt Taschenbuch, 1981, p. 199.

dialectique du changement de soi-même et de la société par des moyens pratiques, dans le quotidien.

Dynamique d'évolution

Dans une première phase, de 1970 à 1978, des projets émergent dans le sillage de la révolte estudiantine, des communautés comme la fameuse *Kommune II* en 1971, un mouvement pour les centres de jeunes autogérés, de nombreux groupes de quartier apparaissent, ainsi que les premiers squats en 1970 à Hambourg, Munich, Cologne, Göttingen, Francfort (les premiers squats à Berlin datent de 1979).

Quatre facteurs conduisent au développement d'un mouvement alternatif :

1. la crise d'identité de la gauche marxiste : affaiblissement des modèles marxistes-léninistes de révolution, échec du mouvement estudiantin, échec de la « marche à travers les institutions » voulues par l'APO (l'opposition extra-parlementaire), désillusion quant au prolétariat comme force révolutionnaire, désillusion par rapport à l'évolution de la situation internationale (Cuba, le Cambodge, la Chine)
2. la conscience des limites de la croissance depuis le choc pétrolier : propagation générale d'une conscience écologique et d'une critique de la croissance et du modèle industriel.
3. la crise économique depuis 1973 : le chômage, notamment de jeunes et d'universitaires, qui amène les gens à créer des projets d'entraide, à trouver du travail autrement. Le mouvement alternatif est l'occasion pour les personnes sans emploi ou dans la précarité, les gens trop peu qualifiés, ceux qui sont interdits de métier par le *Radikalenerlass*⁶, d'organiser en commun leur survie.
4. « l'automne allemand » (*deutscher Herbst*) en 1977, la répression et la crise de la gauche qui s'ensuit, la pratique problématique des interdictions de métier.

L'« automne allemand » commence avec l'assassinat de Siegfried Buback, procureur général de la RFA, puis en juillet celui de Jürgen Ponto, le directeur de la *Dresdner Bank* et enfin en septembre avec l'enlèvement à Cologne du président du patronat Hans-Martin Schleyer, qu'on retrouvera assassiné plus tard (ainsi que ses quatre accompagnateurs) par la

⁶ Arrêté du ministère de l'intérieur datant de 1972 qui interdit l'accès aux postes de la fonction publique (administration, enseignement, travail social) à tous ceux qui sont passibles d'activisme anticonstitutionnel ; il suffisait pour cela de vivre dans une communauté, de faire partie du parti communiste allemand, d'avoir participé à une manifestation de gauche ou encore à un événement considéré comme subversif. 2500 interdictions furent ainsi prononcées. Ulf Mailänder, Ulrich Zander (dir.), *Das kleine Westberlin-Lexikon. Von « Autonome » bis « Zapf »*, die alternative Szene der siebziger und achtziger Jahre, Berlin : Schwarzkopf & Schwarzkopf, 2003, p. 42 et 215.

« Fraction Armée Rouge » de la bande à Baader (la RAF). Le détournement d'un Boeing en octobre par le groupe terroriste palestinien⁷ « Septembre noir » pour obtenir la libération de quatre membres de la RAF a achevé de répandre la panique dans la République fédérale. Ces attentats d'extrême gauche viennent couronner des années de guérilla urbaine, démarrée dès 1968, et dont le « Mouvement du 2 juin » (« *Bewegung des 2. Juni* ») est un autre célèbre représentant, notamment avec une bombe en 1972, l'exécution de l'ancien sympathisant - accusé de trahison- Ulrich Schmücker, l'assassinat du président de la cour d'appel Günter von Drenkmann, et enfin l'enlèvement du candidat CDU Peter Lorenz pendant les élections municipales de 1975. Après ces événements terroristes, la gauche se retrouve confrontée d'une part à une crise de l'intérieur (incertitudes, distanciation, désolidarisation), et d'autre part à une énorme répression de l'Etat. Des mesures d'exception sont prononcées, les manifestations (comme celle des anti-nucléaires à Kalkar en 1977) sont réprimées violemment puis interdites, les surveillances qui amènent des interdictions conformément au *Radikalenerlass* sont accrues.

Une partie de la gauche connaît alors une importante phase de réorientation, qui prend forme avec le congrès « Tunix », qui réunit du 27 au 29 janvier 1978 environ 5000 participants⁸ à l'Université Technique de Berlin-Ouest (TU), à la suite d'un appel pour « sortir du modèle de l'Allemagne » (« *Ausstieg aus dem Modell Deutschland* »⁹) et se rendre à la « plage de Tunix » (« Tu nix » en dialecte berlinois signifie « ne fais rien, ne rien faire »), pour réfléchir à des solutions, comme manifeste contre la tristesse, la monotonie de la vie, la domination de l'Etat, la répression, le contrôle des vies et des idées. Les *Aussteiger* sont ceux qui descendent du train en marche, puisqu'ils n'arrivent pas à l'arrêter, et rompent avec le système. C'est un moment fondateur du mouvement alternatif, le réseau se construit et acquiert une certaine visibilité. On prépare lors du congrès un « tribunal Russel¹⁰ » sur la situation des droits de l'homme en RFA. On y décide la création du *Tageszeitung (TAZ)*,

⁷ La RAF s'est formée à la guérilla dans les camps palestiniens. Le groupe Septembre noir est également responsable de l'attentat au J-O de Munich en 1972. L'objectif du commando de Munich était d'échanger les otages contre 230 prisonniers politiques détenus en Israël et contre plusieurs sympathisants allemands de la cause palestinienne, dont les fondateurs de la RAF Ulrike Meinhof et Andreas Baader. Voir l'article de Henri Ménudier sur Ulrike Meinhof dans l'encyclopédie Universalis sur CD-rom version 9.

⁸ Chiffres du *Tagesspiegel* du 29.01.1978, dans Géronimo, *Feuer und Flamme. Zur Geschichte der Autonomen*, Berlin/Amsterdam : ID-Archiv, 1990, p. 88.

⁹ Voir le tract « Aufruf zur Reise nach Tunix » dans Ulf Mailänder, Ulrich Zander, *op. cit.*, p. 289.

¹⁰ Bertrand Russel (1872-1970), philosophe, mathématicien britannique, prix Nobel de littérature en 1950, fervent pacifiste, il fonde avec Sartre le tribunal des crimes de guerre selon le modèle du tribunal de Nuremberg, le premier en 1967 à Stockholm ayant pour objet de juger les crimes américains au Vietnam, le deuxième de 1973 à 1976 à Rome autour des droits de l'homme bafoués par l'apartheid sud-africain ; en 1978 se tient à Francfort le tribunal sur les droits de l'homme en RFA, enfin en 1980 a lieu à Rotterdam un tribunal sur la situation des Indiens en Amérique du nord et du sud. Voir l'article dans Ulf Mailänder, Ulrich Zander, *op. cit.*, p. 233.

organe de presse de la gauche non-dogmatique, dont le premier numéro paraît en novembre 1978. Le *Netzwerk Selbsthilfe*, un réseau d'entraide autogéré, est fondé au même moment, d'abord comme financement pour ceux qui sont touchés d'une interdiction de métier, finalement comme organe de subvention de nombreux projets alternatifs, les dons ayant permis d'acheter le bâtiment *Mehringhof* à Kreuzberg, qui devient un lieu dédié aux projets du mouvement, tout comme la *UFA-Fabrik* à Tempelhof en 1979. D'autres médias alternatifs sont créés comme la maison d'édition *Stattbuchverlag*, qui publie pour la première fois en 1978 son annuaire *Stattbuch* qui recense projets alternatifs, groupes d'entraide, écoles libres, centres culturels, groupes politiques... et qui est un moyen de se mettre en réseau mais aussi d'acquérir une plus grande visibilité hors des milieux alternatifs seuls. Une liste alternative (*Alternative Liste für Demokratie und Umweltschutz*) se constitue dès 1978 aux élections communales de Berlin, 1979 aux élections du Landtag ; elle y est représentée pour la première fois aux élections du 10 mai 1981 (7,2% des voix), à nouveau aux élections de 1985 où elle obtient 10,6% des voix. Aux premières élections pour Berlin réunifié, elle obtient 5% des voix ; la liste alternative se fond avec les verts en 1993 sous la bannière *Die Grünen/Alternative Liste für Demokratie und Umweltschutz*.

De 1980 à 1989, on assiste à une stagnation et à une institutionnalisation du mouvement, en partie à cause du développement du parti des Verts. Jusqu'en 1984 la lutte pour les maisons occupées continue, des entreprises alternatives autogérées se montent. Les frictions (par exemple dans la lutte pour les maisons occupées) deviennent plus dures et plus existentielles. En 1981 est organisé un congrès « Tuwat », forum de discussion sur la répression, la politique d'urbanisation et de rénovation du Sénat, la solidarité internationale, l'anti-impérialisme, l'autonomie, festival de 4 semaines à partir du 25 août, organisé par les squatteurs de 148 maisons occupées. Il est clair que sous le mot d'ordre « Tu wat ! » (« fais quelque chose » en bon dialecte berlinois) on voit bien comment le mouvement alternatif a évolué, il ne s'agit plus seulement de descendre du train et ne rien faire pour le système (« Tu nix ! ») mais d'organiser une résistance plus efficace contre les décisions abusives (ici cristallisation autour de la politique de rénovation des immeubles). Si le précédent congrès était un appel au refus des conventions, des comportements de domination, celui-ci est un appel à l'action.

Dans le sillage de la réunification, de nouvelles occupations et de nouveaux projets voient le jour, dans l'est de Berlin, à Prenzlauer Berg et surtout à Friedrichshain. Le mouvement des squats se réduit beaucoup après 1992, après des affrontements violents avec la police et une pression du Sénat de Berlin pour légaliser la situation.

Situation à Berlin-Est

A Berlin-Est émerge également dans les années soixante-dix un mouvement alternatif, qui regroupe des gens qui sont actifs politiquement, socialement et artistiquement, en marge de la société. Le mouvement alternatif y est fortement marqué par le mouvement pacifiste, qui émerge dans les années soixante autour de l'introduction du service militaire obligatoire (1962), et de l'introduction d'un cours militaire pour les 9^{ème} et 10^{ème} classes de toutes les écoles, et qui obtient un soutien important de l'église évangélique. Le gouvernement réagissait de manière répressive, avec des interdictions d'études, de métier et des peines de prison. Dans le milieu culturel la possibilité de développer une scène artistique alternative était limitée puisque l'Etat avait le monopole de la programmation, il fallait que les artistes soient « agréés ». A Prenzlauer Berg, le haut lieu de la scène alternative, des représentations illégales de théâtre, de musique rock, des expositions d'art contemporain, des lectures, des projections de films avaient lieu, même si c'était souvent avec un public très restreint et dans l'intimité d'un appartement. Les projets alternatifs autogérés n'étaient pas tolérés par les autorités. Ainsi le modèle d'alternative le plus répandu était la marginalité, la sortie individuelle du système. Il se formait quand même des groupes d'entraide pour ceux qui veulent quitter la RDA. La scène alternative de Prenzlauer Berg était marquée par l'ambiguïté ; ainsi beaucoup d'artistes se cachaient derrière une apparente fidélité au régime pour échapper à la censure, et faisaient finalement beaucoup de compromis. De plus depuis l'ouverture des archives de la *Stasi* (les servives secrets de la RDA) en 1992, on a découvert que la scène littéraire y était infiltrée par des IM (*Inoffizielle Mitarbeiter* ; collaborateurs officieux), notamment l'écrivain et poète Sascha Anderson. Cependant les archives montrent aussi que la *Stasi* avait infiltré une partie du mouvement alternatif à l'ouest¹¹. On a beaucoup dit que la scène alternative à l'est était apolitique. Même si on a exagéré ce côté apolitique, plusieurs facteurs ont effectivement permis une dépolitisation de certains groupes d'alternatifs. D'une part la politique culturelle modérée d'Honecker a permis l'ouverture de clubs et de maisons de la culture avec une programmation plus large (rock, punk) ce qui a satisfait une partie des jeunes de manière contrôlée, et tué dans l'œuf une certaine contestation. Dans le milieu artistique de l'avant-garde, on était bien souvent plus préoccupé par la création et la représentation de ses œuvres que par la politique. Le problème des

¹¹ Horst Ulrich, Uwe Prell (rédacteurs), Presse- und Informationsamt des Landes Berlin, *Berlin Handbuch. Das Lexikon der Bundeshauptstadt*, Berlin : FAB Verlag, 1992, p. 12-13.

squatters fut rapidement réglé : le chef du parti à Berlin, Konrad Naumann, autorisa l'occupation d'appartements, à condition qu'ils soient vides depuis plus de trois mois et qu'on puisse prouver qu'on est dans l'urgence de se loger ; on devait alors s'acquitter d'une amende pour trouble de l'ordre, qui en fait légalisait la situation¹². Quant aux Punks et aux Provos, ils devaient au début faire face à des problèmes avec la police à cause de leur comportement « asocial », leur image dans la rue était à elle seule une provocation¹³, mais ils firent bientôt partie du paysage des grandes villes.

De la difficulté à définir le mouvement alternatif

Il y a plusieurs difficultés pour établir une définition du mouvement alternatif. Dès que l'on s'y attelle, de nombreuses questions surgissent : peut-on parler d'un « mouvement » alternatif, ce qui suppose une certaine durée, une certaine cohésion, une capacité à être et à mettre en mouvement, ou doit on parler d'une culture ou même d'une mouvance alternative ? Pourquoi ne pas parler de mouvements alternatifs au pluriel ? De qui peut-on dire clairement qu'il appartient à ce mouvement ? Faut-il définir le mouvement alternatif par ses projets, ses actions, ou prendre comme critères de mesure les aspirations et revendications des alternatifs ? La plus grande difficulté est que les alternatifs veulent justement échapper aux classements, aux catégories, à l'abstraction. Il est difficile de considérer le mouvement alternatif car on le fait avec des critères, des perspectives, des représentations sur la critique desquels il s'est justement constitué.

La définition du mouvement alternatif et la délimitation de ceux qui en font partie ou non varie beaucoup. Même Klaus Röder, un des cofondateurs et collaborateurs de l'annuaire alternatif *Stattbuch*, trouve difficile de définir clairement un mouvement alternatif¹⁴. Le sénateur Peter Glotz, qui a redécouvert le concept de « deuxième culture » (*zweite Kultur*), limite le terme alternatif aux groupes qui dans leur façon de vivre se différencient de la culture de la majorité, et dont l'engagement personnel se dirige vers des domaines différents

¹² Wolfgang Büscher, Peter Wensierski, *Null Bock auf DDR. Aussteigerjugend im anderen Deutschland*, Hambourg : Spiegel Verlag, 1984, p. 13-14.

¹³ Une amende de 150 marks est donnée à un punk sous le motif suivant : « Par votre aspect extérieur et votre façon de vous comporter vous avez troublé l'ordre public et ainsi la vie en commun socialiste des citoyens dans l'espace public ». couverture au dos de l'ouvrage de Manfred Stock et Philipp Mühlberg, *Die Szene von Innen. Skinheads, Grufties, Heavy Metal, Punks*, Berlin : Linksdruck Verlag, 1990.

¹⁴Lothar Kolenberger, Hanns-Albrecht Schwarz, *Die alternative Bewegung in West-Berlin. Eine Bestandsaufnahme*, Berlin : Institut des sciences sociales de la Freie Universität, 1982, p. 2.

de ceux auxquels on est habitués¹⁵. Ce concept a été perçu par beaucoup comme une tentative de dépolitiser le mouvement. Pour Joachim Hirsch, le terme de mouvement alternatif est un terme de mode vide de contenu. Il correspond à l'effort de théoriciens de gauche de tout cataloguer, afin de pouvoir débattre à un niveau abstrait. Malgré le scepticisme dont il fait preuve face à cette étiquette, il parle du mouvement alternatif, pas dans le sens d'une définition fixe, mais comme dénomination pour des pratiques en réaction à certaines évolutions de la société, par des formes différentes de travail, de vie en commun et d'actions hors des modèles institutionnels et des modèles de comportement habituels¹⁶.

Selon Joseph Huber, un des cofondateurs du *Netzwerk Selbsthilfe*, on ne peut appréhender le mouvement alternatif que dans ses structures, c'est-à-dire dans ses projets. Il réduit donc son acceptation du mouvement alternatif aux projets alternatifs eux-mêmes. Il comprend le mouvement alternatif comme un mouvement de personnes qui veulent prendre leur vie en main d'une autre manière, à savoir dans le cadre de projets autogérés, un mouvement de personnes avec des projets et dans des projets¹⁷. Les projets sont le noyau dur et comprennent les activistes, les autres étant les sympathisants. On peut se demander qui sont les sympathisants, si ce sont ceux qui achètent les produits alternatifs, ceux qui votent pour les listes alternatives ou les engagés politiques qui manifestent dans les rues. Ce ne sont probablement exclusivement ni les uns ni les autres.

Les sociologues Christian Krause, Detlef Lehnert et Klaus-Jürgen Scherer tiennent au terme de culture alternative, car pour eux les alternatives sont tout d'abord un phénomène socioculturel, ensuite un phénomène politique. L'impulsion du mouvement ne vient pas d'abord de buts politiques, mais de la réalisation et de la défense d'une certaine façon de vivre. Les auteurs différencient cinq dimensions de la culture alternative :

1. La scène alternative, caractérisée par un mode de vie et une certaine marginalité par rapport au reste de la société.
2. Les projets alternatifs, dans lesquels des utopies en petit sont réalisées et expérimentées de manière pratique.
3. Les mouvements alternatifs, qui sont selon les auteurs les comités citoyens, le mouvement antinucléaire, féministe, écologique. Ils ont en commun une organisation

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Joachim Hirsch, « Alternativbewegung – eine politische Alternative ? » in : Roland Roth (dir.), *Parlamentarisches Ritual und politische Alternativen*, Francfort : Campus Verlag, 1980, p. 121.

¹⁷ Joseph Huber, *Wer soll das ändern ? Die Alternativen der Alternativbewegung*, Berlin : Rotbuch Verlag, 1980, p. 27.

extraparlamentaire sur la base des principes de la démocratie directe et cherchent à atteindre toute la société.

4. les listes et partis alternatifs, qui ne reçoivent pas seulement des votes contestataires mais ont aussi une base claire d'électeurs.
5. La mentalité alternative, qui est un élément dans la conscience plus large des cercles de la population les plus jeunes et les mieux éduqués. Le rêve de sortir des contraintes du quotidien n'est pas limité au mouvement alternatif¹⁸.

Pour le Larousse, une alternative signifie un « choix entre deux possibilités » ainsi qu'une « solution de remplacement »¹⁹ ; une alternative peut avoir une signification socioculturelle qui caractériserait un groupe de personnes se démarquant des pratiques sociales conventionnelles²⁰. Un groupe alternatif est un groupe proposant des solutions de remplacement à certaines pratiques sociales, culturelles ou politiques courantes en s'en démarquant. Ces groupes touchent à différents domaines de la vie quotidienne des individus (consommation, habitat, information, éducation, loisirs, politique, travail, culture). Ce sont des groupements d'abord orientés vers la réalisation immédiate d'une alternative, dans l'espoir d'aboutir à un changement général de la société. La volonté d'autogestion et d'autonomie débouche sur une tentative de trouver d'autres moyens de vivre et de travailler ensemble, de nouer de nouveaux liens sociaux, plus authentiques et solidaires, et de faire revivre la ville, par des actions, des fêtes de quartiers, du théâtre de rue... Le mouvement alternatif représente un mouvement d'opposition et de renouveau, une forme de contestation positive, qui se rapporte au changement immédiat des conditions de vie et de travail. L'idée principale est de mettre en scène un contre-modèle au système dominant, ce qui doit avoir un effet de « propagande ». Le point de départ n'est pas une théorie fixée, le mouvement alternatif est plus proche d'expériences concrètes que d'idées abstraites. Il est plus convaincant de présenter l'exemple vivant et visible de la solidarité vécue, du rejet des comportements de concurrence. C'est la transposition des valeurs et des buts alternatifs dans le quotidien et la mise en réseau de ces ébauches isolées en une infrastructure qui fait la force du mouvement.

¹⁸ Christian Krause, *op.cit.*, p. 190-193. Christian Krause, Detlef Lehnert, Klaus-Jürgen Scherer, *Zwischen Revolution und Resignation : Alternativkultur, politische Grundströmungen und Hochschulaktivitäten in der Studentenschaft. Eine empirische Untersuchung über die politische Einstellungen von Studenten*, Bonn : Verlag Neue Gesellschaft, 1980,

¹⁹ Article dans le *Petit Larousse illustré*, Paris : Librairie Larousse, 1990, p. 55.

²⁰ Dominique Gros, *Dissidents du quotidien. La scène alternative genevoise*, Lausanne : Editions d'en bas, 1987, p. 6.

L'alternative signifie à la fois vivre autrement que ce qu'implique le *statu quo* de la société, et lutter autrement que par la politique révolutionnaire ou réformiste ; autrement par la forme et par le contenu. C'est l'alliance d'un style de vie non conformiste et d'un mouvement avec des buts politiques. Le mouvement alternatif est une réponse productive au dogmatisme des mouvements contestataires, une forme de participation politique à la base, un lieu d'articulation et d'émergence de nouvelles conditions, un milieu social qui permet la formation d'une identité, un mouvement de solidarité, d'entraide et d'autonomie ; mais c'est aussi un réseau fragile de petits groupes instables, porteurs d'intérêts contradictoires, avec une tendance à l'auto-exploitation, à la dépolitisation, au repli et à la marginalité²¹.

Il faut tenir compte de la diversité du mouvement et des différentes tendances qui le constitue. Le mouvement n'est pas un ensemble homogène, il a ses contradictions. C'est un « dragon aux mille têtes », selon le titre de l'ouvrage édité par Max Thomas Mehr sur le milieu alternatif²². Comme dans tout mouvement il y a des modérés et des radicaux, c'est particulièrement visible quand le mouvement est confronté directement à l'action de l'Etat (actuellement c'est visible dans les manifestations altermondialistes). Le mouvement alternatif se trouve à l'intersection des logiques de résistance et des logiques de l'expérimentation : il peut être radical dans la lutte mais aussi déboucher sur la résolution à court terme de problèmes concrets.

Différences avec d'autres mouvements

En 1981, une étude du Ministère pour la jeunesse, la famille et la santé sur la culture alternative (« Zur alternativen Kultur in der Bundesrepublik Deutschland ») comprend différents courants et mouvements partiels : le mouvement écologique, les comités de citoyen, le mouvement pour la paix, pour les femmes, pour les homosexuels, les initiatives pour le tiers-monde, les « neue Linke » non dogmatiques (nouvelle gauche), les groupes spontanés (*Spontis*), le mouvement des centres de jeunes autogérés, les modes de vie alternatifs, les communautés agraires, la culture spirituelle (*new age*, macrobiotique, expérimentation de drogues) et psychologique²³. Ce classement est peu convaincant, même si il renvoie à un point commun d'une grande partie de ces groupes, c'est-à-dire à leur proximité envers un système

²¹ Peter Brückner, « Thesen zur Diskussion der Alternativen », in : Wolfgang Kraushaar, *op. cit.*, p. 68.

²² Max Thomas Mehr (dir), *Drachen mit tausend Köpfen. Spaziergänge durch linkes und alternatives Milieu*, Darmstadt et Neuwied : Sammlung Luchterhand, 1982.

²³ Karl-Werner Brand, Detlef Büsser, Dieter Rucht, *Aufbruch in eine andere Gesellschaft. Neue soziale Bewegung in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort : Campus Verlag, 1986.

de valeurs, de normes et de besoins qui s'est construit dans la suite de la contestation contre-culturelle des années soixante.

Le mouvement alternatif n'est pas identique aux mouvements écologique, féministe, pacifiste, ni au développement de nouveaux styles de vie. Il se produit par contre un phénomène de diffusion, dans lequel les idées circulent, prenant dans chaque groupe une forme différente, en tout cas se répandant. Et certains rapprochements se font, d'une part pour essayer d'avoir une influence politique, d'autre part parce que de nombreuses personnes sont engagés dans plusieurs mouvements à la fois. Comme on voit ces mouvements se mêler lors des différentes manifestations, on a tendance à les confondre avec le mouvement alternatif, qui semble alors une étiquette pour désigner tous ces mouvements divers. La particularité principale du mouvement alternatif par rapport aux autres mouvements, c'est qu'il se base sur l'expérimentation autant que sur la revendication.

Le mouvement écologique, plus vieux que le mouvement alternatif, tout comme les mouvements pacifistes et féministes, s'est considérablement institutionnalisé avec la montée du parti des Verts. Ce sont autant de mouvements à eux seuls, avec leur propre infrastructure, leur propre réseau. De plus, ce sont en général des mouvements qui revendiquent et se battent pour des choses bien précises, et non pour un changement radical des individus et de la société. Les comités de citoyens visent à la défense ponctuelle d'intérêts qui leur sont proches (contre la construction d'un aéroport à côté de chez eux, la destruction d'un pan de quartier...), ils visent à se réapproprier les décisions qui les concernent. Les mouvements pour l'émancipation (droit des femmes et des homosexuels), visent à l'acceptation de la société par un changement de certaines lois et de certains comportements.

Les alternatifs considèrent la liaison des changements individuels et de la société comme condition *sine qua non* pour un travail politique. Leurs actions se basent sur une analyse critique de la société, sont porteuses d'idéologie, tendent à un changement général. Cela permet d'écarter les projets tels que spiritualisme, communautés agraires repliées sur elles-mêmes, groupes d'entraide dans la santé (thérapie, toxicomanie...) et le social (pour les personnes sans emploi, les jeunes en difficulté, les femmes battues, le tiers-monde...). Ces groupes d'entraide correspondent effectivement à l'expérimentation de nouvelles façons d'aborder ces domaines, mais ils ne visent pas au changement des structures, ils visent un « mieux-être » ou la réinsertion (par exemple les Alcooliques Anonymes, les initiatives pour les personnes sans emplois ou les anciens détenus). Le changement de soi-même dans ces groupes signifie la réintégration à la société existante, sans qu'il y ait changement des structures sociales. Les conditions de vie sont améliorées pour un petit cercle, sans que cela

agisse sur les structures de base de la société, sans qu'elles soient même bien souvent remises en cause. A Berlin la plupart de ces groupes d'entraide sont subventionnés par le Sénat, on peut se demander si ils ne font pas le travail de l'Etat et apparaissent comme du bénévolat.

Le mouvement alternatif est un mouvement à la fois social, politique et culturel, un mouvement de gauche entre contestation et construction, un mouvement créatif et festif, tourné vers l'immédiateté et le local. Il est particulièrement intéressant de se pencher sur la façon dont se forme l'identité collective des acteurs du mouvement alternatif, à travers les symboles, les valeurs et revendications communes, les lieux de rencontre, d'habitat et de travail, les projets et les actions. On peut effectivement parler d'un mouvement alternatif à Berlin (même si le terme semble souvent galvaudé) car les acteurs ont une identité collective marquée. Le mouvement alternatif assume ses contradictions et ne cherche pas l'homogénéité ou l'unité, peu compatible avec la recherche d'autonomie. Actuellement certains groupes du mouvement se sont enfermés dans leurs espaces libres, manquent de connexions entre eux et d'actions spectaculaires qui les regroupent. Le mélange entre une nouvelle façon d'appréhender le politique et une autre façon de vivre au niveau culturel est la caractéristique du mouvement, et peut-être aussi sa limite, puisque certains groupes ont abandonné l'idée de changer la société et défendent juste leur mode de vie contre le dominant. Le nombre de projets à Berlin s'est réduit depuis les années quatre-vingt-dix, le mouvement s'est essoufflé. Le temps est à la réflexion, à l'écriture du passé, à l'archivage (il y a de nombreuses archives et des ouvrages sur l'histoire des mouvements sociaux, du mouvement alternatif, des autonomes etc... qui paraissent actuellement), et à la recherche de nouveaux moyens d'actions. Il semble que le mouvement alternatif ait une capacité de mobilisation essentiellement autour des luttes sociales, notamment lors d'expulsions, autour de l'antifascisme et autour de l'altermondialisation. Cependant le libéralisme galopant, récemment les réformes Hartz IV, l'évolution de la ville, notamment la gentrification des quartiers et les nombreuses expulsions ont ramené la nécessité de se mobiliser et d'améliorer la cohérence du réseau au cœur des discussions des groupes alternatifs. On peut se demander quelle peut être le rôle et l'influence du mouvement alternatif au niveau de la ville, du Land, de l'Etat, et même avec le mouvement altermondialiste encore au-dessus. Faut-il trouver dans les Forum Sociaux Mondiaux (une des rares occasions de visibilité de l'ampleur du mouvement alternatif) un nouvel élément de structuration du mouvement alternatif, dans la mesure où ils ont permis « la rencontre du mouvement ouvrier, libertaire, socialiste et communiste, l'alliance entre intellectuels critiques et mouvement social alternatif, à la fois un lieu de confrontation rigoureuse des analyses du présent et des lignes de l'avenir, un effort

pour traduire les valeurs et principes en propositions politiques crédibles et une tentative pour construire une dynamique collective de contre-pouvoir »²⁴ ?

Les acteurs du mouvement alternatif

Est alternative toute personne qui lie une conception radicale de la société, de la politique et de la culture, qui vit, travaille ou fait de la politique dans des collectifs autogérés, qui lie certaines valeurs à la pratique d'alternatives. Le mouvement alternatif est composé de groupes divers : punks, autonomes, radicaux non dogmatiques de gauche, squatters, membres d'organisation antifascistes (*Antifas*), collaborateurs d'un projet autogéré. Les autonomes et les punks ont une identité collective particulière à l'intérieur du mouvement alternatif. Ils ne se revendiquent pas forcément comme alternatifs, la notion leur semble souvent désuète. Cependant mon choix de les subsumer comme des groupes appartenant au mouvement alternatif est motivé par le fait qu'ils défendent les mêmes idées (autogestion, autodétermination), les mêmes valeurs (anticapitalisme, anti-impérialisme, antisexisme, antiracisme), ils font de la politique différemment, vivent différemment et ils lient une volonté de changement politique et de changement culturel.

Le nombre d'alternatifs à Berlin dépend de la définition qu'on en donne. Selon une définition plus ou moins large de ce qu'est le mouvement alternatif, on obtient un chiffre plus ou moins étendu. Il n'y a pas de données récentes chiffrées sur le mouvement alternatif et il est également difficile de recenser tous les projets alternatifs de Berlin. Certains auteurs comptent tous les projets qui se trouvent dans l'annuaire berlinois *Stattbuch* comme étant alternatifs, ce qui donne un chiffre aux alentours de 1200 projets, cependant le *Stattbuch* recense des projets alternatifs mais aussi des projets de la culture établie, des organisations gouvernementales, des institutions religieuses, des groupes d'entraide dans le domaine de la santé. Le groupe du projet *Stattbuch* précise dans sa préface à la sixième édition, en 1999, qu'il est devenu difficile de délimiter un mouvement alternatif et que le *Stattbuch* est un mélange de culture établie et alternative²⁵. En utilisant le *Stressfaktor*, une brochure qui donne les actions à venir pour un mois et les adresses des lieux, on peut recenser environ 130 projets alternatifs à Berlin, que ce soient des librairies, maisons d'éditions, cafés, collectifs d'habitation, bureaux d'information, journaux, archives, groupes antifascistes (chiffre obtenu

²⁴ Samir Amin, François Houtart, *Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2002*, Paris : L'harmattan, 2002, p. 11.

²⁵ Annuaire *Stattbuch 6 Berlin. Ein Wegweiser durch das andere Berlin*, Berlin : Stattbuch-Verlag, 1999, p. 9.

après avoir enlevé les projets du domaine de la santé et notamment l'antipsychiatrie, les projets contre le nucléaire ainsi que les projets féministes, lesbiens ou homosexuels). Le *Stressfaktor* n'est évidemment pas exhaustif. Pour des actions spécifiques, par exemple des concerts de solidarité (*Soliparty*), ou encore des manifestations, de nombreuses personnes soutiennent les différents projets.

Ce sont les nouvelles classes moyennes, leur sensibilité aux questions d'identités, d'écologie, de conséquences de la modernisation industrielle qui ont le plus imprimé leur marque sur les valeurs et les modèles d'orientation du mouvement alternatif. Le mouvement alternatif est composé d'individus provenant de tous les milieux, de marginaux aussi bien que d'anciens soixante-huitards, mais il y a une forte représentation des milieux étudiants, notamment les étudiants en sciences politiques et sociales. On trouve parmi les alternatifs beaucoup d'enseignants, des métiers du social notamment des éducateurs ainsi que des créateurs (musiciens, comédiens, danseurs, plasticiens, architectes...).

Une organisation en petits groupes et en réseau

Le mouvement alternatif est caractérisé par de petits groupes, souvent liés au-delà du projet par des contacts personnels, constituant un réseau plutôt informel. L'organisation en groupes conduit à développer à la fois son individualité, à la fois le sentiment collectif, et préserve le caractère de spontanéité du mouvement alternatif. Le rejet des dominations et de la hiérarchie sociale et politique se reflète dans la structure du mouvement alternatif. Les différents groupes du mouvement alternatif sont caractérisés par une forme d'organisation fluide, par un refus de la hiérarchie. Il n'y a pas d'instance de décision, de structure de direction du mouvement alternatif. Ce sont des groupes ancrés localement et assez disparates. Chaque projet est considéré comme une structure autonome et dont l'action est souvent limitée à un espace (le *Kiez*²⁶, le quartier, la ville). L'échange d'information se fait dans les *Plenum* (assemblées générales), dans les librairies, les cafés, les lieux de rencontre de la scène, essentiellement par quartiers. Au niveau régional et international, l'échange se fait désormais avant tout par Internet et lors de grandes manifestations. Les médias alternatifs participent également au maintien du mouvement et à la mise en réseau.

Un réseau est un ensemble de personnes connectées, maintenues en liaison et désigne par métonymie l'ensemble des liaisons établies. Les structures en réseau se distinguent des

²⁶ Le *Kiez* est l'environnement très proche du lieu d'habitation, quelques rues.

structures hiérarchiques et les liaisons entre les parties sont souples²⁷. On peut aussi décrire la structure du mouvement alternatif en utilisant le concept de rhizome. Un rhizome est une tige souterraine, souvent horizontale, garnie de racines adventives, et qui donne chaque année des racines et des tiges aériennes. Les philosophes français Gilles Deleuze et Félix Guattari ont théorisé sur une structure d'organisation inspirée du rhizome :

« Un rhizome : tige souterraine qui pousse, à partir d'elle, des bourgeons au-dehors - ne commence et n'aboutit pas, il est toujours au milieu, entre les choses, inter-être, intermezzo. L'arbre est filiation, mais le rhizome est alliance, uniquement d'alliance. L'arbre impose le Verbe être, mais le rhizome a pour tissu la conjonction (...) Il y a dans cette conjonction assez de force pour secouer et déraciner le verbe 'être' »²⁸.

« A la différence des arbres ou de leurs racines, le rhizome connecte un point quelconque avec un autre point quelconque, et chacun de ses traits ne renvoie pas nécessairement à des traits de même nature, il met en jeu des régimes de signes très différents et même des états de non-signes. Le rhizome ne se laisse ramener ni à l'Un ni au multiple (...) Il n'est pas fait d'unités, mais de dimensions, ou plutôt de directions mouvantes »²⁹.

Les caractéristiques des structures en rhizomes qu'on peut appliquer au mouvement alternatif sont: le principe de la connexion (chaque élément de la structure peut être relié à un autre), le principe de l'hétérogénéité, le principe de diversité, le principe de la rupture sans signification (des ruptures sont possible mais n'impliquent pas l'émergence d'une nouvelle structure), le principe de la cartographie (le rhizome est comme une carte qui peut être modifiée à tous les instants)³⁰.

Deleuze et Guattari différencient la structure en rhizome de celle de l'arbre. Cette différence correspond à la différence entre un réseau tel que celui du mouvement alternatif, et le modèle classique d'organisation d'un groupement tel qu'une fédération ou un syndicat. Le groupement est vertical, linéaire, hiérarchisé de haut en bas. La tendance est à l'unification, à l'homogénéité, avec des buts clairement définis et des rôles fixes, des processus de communication formalisés, des processus de décisions réglementés. Dans les structures en réseau, les unités sont plutôt liées de manière horizontale. Le principe des tables rondes dans les projets autogérés est un exemple de liaison horizontale. Les unités gardent leur autonomie et il n'y a pas d'unité claire. Les structures sont peu réglementées et flexibles. A cause du manque de définition des rôles, les frontières et appartenances restent diffuses, les processus de communication sont fortement marqués par les relations personnelles. Les structures rhizomorphes conviennent particulièrement pour atteindre deux buts du mouvement alternatif : la mobilisation pour des actions politiques, avec des alliances informelles et non

²⁷ Voir l'article « réseau » sur wikipedia

²⁸ Gilles Deleuze, Félix Guattari, *Mille Plateaux*, extrait de : discographie.be/22/rhizome.php

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Maria Icking, « Über Wurzel-und andere Netzwerke », in : Burghard Fleiger, Bernd Nicolaisen, Rolf Schwendter (dir.), *Gemeinsam mehr erreichen. Kooperation und Vernetzung alternativ ökonomischer Betriebe und Projekte*, München : AG SPAK-Bücher, 1995, p. 92.

permanentes, et la formation, le renforcement de l'identité collective avec des formes directes de communication et de coopération³¹. Le réseau du mouvement alternatif est marqué par la décentralisation, le caractère informel et l'autogestion. Les éléments mis en réseau gardent leur autonomie et les décisions ne sont pas déléguées. Le réseau prend la forme d'un soutien mutuel des différents projets, par exemple par le prêt de locaux ou de matériel pour imprimer, et d'un réseau de diffusion d'information. Les acteurs des projets se donnent ainsi la possibilité d'échanger savoirs et expériences. C'est grâce au réseau, qui s'articule autour d'idées et d'intérêts communs, que peut se faire une mobilisation.

Le mouvement alternatif berlinois s'est doté d'un réseau d'information important composé de points d'informations, de médias indépendants, de sites d'information comme le *SpinnenNetz* qui sert l'information, l'échange, la discussion et la coordination de groupes radicaux de gauche³², mais aussi d'un réseau juridique avec le *Ermittlungsausschuß* pour se défendre et se faire conseiller en cas d'arrestation, d'emprisonnement ou de perquisition, d'un réseau économique avec entre autres le *Netz für Selbstverwaltung und Selbstorganisation* qui existe pour Berlin et le Brandenburg depuis 2004, ou encore le *Büro für Kooperation Berlin*, d'un réseau politique avec le *Netzwerk Selbsthilfe* qui soutient des projets politiques de gauche, *Pirat (Projekte und Initiativen Rat)*, une assemblée commune de 19 projets et initiatives³³, *Act!* (qui réunit les *Antifaschistische Linke Berlin*, *Autopool*, *Le Fels -für eine linke Strömung-* et *Subversion International*, en tout une centaine de personnes, avec comme thèmes principaux l'antifascisme et l'altermondialisation), et enfin d'un réseau culturel avec des cinémas, galeries, cafés, salles de concert, projets artistiques. Ces réseaux s'entrecroisent et forment le réseau du mouvement alternatif. Les différents groupes du mouvement alternatif sont en réseau également au niveau de toute la République fédérale d'Allemagne, notamment par la publication dans toutes l'Allemagne de plusieurs journaux et par les sites Internet, et au niveau international, notamment grâce à Internet, par exemple *indy-media.org*, un site pour les médias alternatifs, ou *squat.net*. pour les squats, qui existent dans plusieurs pays.

Codes et symboles

Le mouvement alternatif a ses codes, ses symboles, ses références qui forment une identité collective, qui permettent de se reconnaître, de se différencier, de s'intégrer. Chez les

³¹ Maria Icking, *op.cit.*, p 93-94.

³² www.nadir.org/nadir/periodika/radikale-zeiten/raz-7/spinne.htm

³³ Ces projets sont : Köpi, Rigaer 84, Schwarzer Kanal, Laster und Hänger, Liebigstrasse 14 et 34, Convoi, Platz da, Platz B, Sama, Kadterschmiede, Adalbert 28 et 32, Anti Atomplenum Berlin, Brunnenstrasse, Drugstore, Fischladen, Open Space, Yorck 59.

alternatifs bien souvent il y a une mise en scène du style, afin d'exprimer jusque dans l'aspect extérieur leurs idées politiques. Chez les punks les codes sont nombreux, des lacets à la crête en passant par les badges. Au niveau vestimentaire, les alternatifs refusent les marques et logos ou les détournent, sont hostiles au luxe, affichent un certain non-conformisme³⁴. Les punks s'habillent souvent avec des vêtements militaires : cela vaut comme un pied de nez et ce sont des vêtements peu chers et solides qu'on trouve facilement aux puces et dans les magasins de seconde main. Les piercings et tatouages qui au début stigmatisaient les marginaux (bagnards, marins, prostituées, motards), sont également un élément de code. La crête portée par les punks fait référence aux indiens, en allemand on dit une *iro* pour iroquois, on peut dire que les punks se considèrent comme des « indiens urbains » (*Stadtindianer*). Le blouson en cuir remonte également à une tradition contre-culturelle depuis l'après-guerre, des gangs de motards aux rockers.

Les autonomes sont connus pour leurs vêtements noirs et pour êtres masqués ou cagoulés lors des manifestations, ce qui donne une impression de force (on voit sans être reconnu). Ils se masquent aussi pour se protéger des gaz lacrymogènes lancés par les forces de l'ordre. Les autonomes signalent ainsi également qu'ils ne veulent pas être identifiables. D'une part pour éviter des problèmes avec la justice, d'autre part pour montrer que la lutte est anonyme et collective. Ils signalent aussi qu'il assument la possibilité de violence et montrent explicitement leur degré d'engagement. Les vêtements noirs et le masque montrent des ombres agissantes qui produisent un effet de peur, une image de « terroriste simulé »³⁵. Les autonomes augmentent ainsi la tension, et montrent qu'ils peuvent répondre à la violence de l'Etat, à la répression. L'image du bloc noir est marquante, montre une uniformité et met en avant le collectif. Lorsqu'il apparaît dans des manifestations antifascistes ou altermondialistes, il donne une impression de démonstration de puissance par rapport à des groupes plus disparates. Le style autonome est l'expression d'une attitude combattante.

Le keffieh palestinien (à l'origine le foulard des bédouins), rendu populaire par le président de l'Autorité Palestinienne Yasser Arafat, est fréquemment porté dans le milieu alternatif (et sert à se masquer lors des manifestations). La signification d'origine est la solidarité avec la lutte du peuple palestinien, et à travers eux la solidarité avec les minorités opprimées. Le keffieh correspond aussi à une figure du rebelle qui se dégage à la fin des années soixante : si pour l'opinion dominante les combattants palestiniens sont perçus comme

³⁴ Jan Schwarzmeier, *Die Autonomen zwischen Subkultur und sozialer Bewegung*, Göttingen : Books on demand GmbH, 2001, p. 34.

³⁵ Jan Schwarzmeier, *op.cit*, p. 31.

des terroristes, pour certaines sensibilités de gauche, le rebelle palestinien apparaît comme un héros révolutionnaire et anti-impérialiste. A partir de 1987 avec l'*Intifada*, l'image du rebelle qui affronte avec des pierres une armée puissante et sophistiquée force l'identification de certains radicaux de gauche³⁶. Maintenant cet accessoire est très courant et a largement perdu sa signification politique.

Il est à noter que chacun des accessoires pris séparément peuvent être portés par des gens qui ne sont pas alternatifs : la mode les a largement récupéré. C'est souvent l'assemblage des divers éléments qui permet de reconnaître un alternatif, assorti à un certain discours. De plus, de nombreux alternatifs, souvent plus âgés, refusent de rentrer dans un moule alternatif et estiment que les autonomes et punks portent aussi un uniforme à leur manière, ce qui peut être considéré comme antinomique de leur idéal d'épanouissement et de libération des individualités.

Pour les alternatifs, la couleur noire, l'étoile noire, le drapeau noir sont des symboles importants. « Le noir c'est l'ombre de la négation. Le drapeau noir est la négation de tous les drapeaux. C'est la négation de toute nationalité qui dresse la race humaine contre elle-même et nie l'unité de l'humanité. Le noir exprime la colère et l'outrage pour tous les crimes perpétrés contre la race humaine au nom de l'allégeance à un pays ou à un autre (...) c'est une couleur de l'inconsolable. Mais le noir est aussi beau. C'est une couleur de la détermination et de la volonté, de la force, une couleur qui détermine et définit toutes les autres »³⁷. C'est une façon de porter le deuil du pouvoir et de l'Etat mais aussi celui de leurs victimes. Le drapeau noir remonte aux pirates du 18^{ème} et a été utilisé par Louise Michel à la fin du 19^{ème} siècle³⁸. Il a été également utilisé en 1905 en Russie et pendant la révolution espagnole de 1936.

Le A dans un cercle est un symbole répandu chez les alternatifs, dont beaucoup sont anarchistes. Certains croient qu'il ferait référence à Proudhon, résumant son idée d'anarchie et

³⁶ Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Le siècle rebelle. dictionnaire de la contestation au XX^{ème} siècle*, Paris : Larousse/Sejer, 2004, p. 661-662.

³⁷ *Bastions Pirates*, livre de droit, traduction FTP anti-©, 2001, p. 22.

³⁸ En 1872, à La Haye, la scission est officiellement consommée entre les socialistes et les anarchistes. Au cours des années 1880 se manifeste chez les anarchistes le besoin de se différencier des autres groupes révolutionnaires, et l'adoption du drapeau noir est, symboliquement, une étape importante dans la naissance de l'anarchisme. En effet, le drapeau rouge était jusqu'alors le drapeau de l'Internationale, également choisi par la Commune, ainsi que par le reste du mouvement ouvrier. Dès 1882, les anarchistes se prononcent pour l'abandon de celui-ci, au profit du noir, celui de la révolte. Le 18 mars, Louise Michel s'exclame lors d'un meeting à Paris : « Plus de drapeau rouge, mouillé du sang de nos soldats. J'arborerai le drapeau noir, portant le deuil de nos morts et de nos illusions ». Le drapeau noir fait ensuite une apparition officielle dans la manifestation des chômeurs aux Invalides le 9 mars 1883. Louise Michel y arbore, pour la première fois, un drapeau improvisé, à partir d'un vieux jupon noir fixé sur un manche à balai. Le drapeau noir signifie la distance vis-à-vis de l'héritage communal et des autres courants socialistes, à un moment où le mouvement anarchiste construit sa spécificité. Voir *Bastions Pirates*, op. cit., p. 22, et www.increvablesanarchistes.org/rubriques/motsanars/drapeau-noir_acercle

ordre : « l'anarchie, c'est l'ordre moins le pouvoir ». En réalité, il s'agit d'un phénomène récent dans l'iconographie libertaire : c'est en avril 1964, sur la couverture du bulletin *Jeunes Libertaires* qu'apparaît le dessin d'un sigle que le groupe propose à l'ensemble du mouvement anarchiste par delà les différents courants et les divers groupes ou organisations. Deux motivations principales les ont guidés : d'abord faciliter et rendre plus efficaces les activités d'inscriptions et affichages, ensuite assurer une présence plus large du mouvement anarchiste aux yeux des gens, par un caractère commun à toutes les expressions de l'anarchisme dans ses manifestations publiques. On retrouve le sigle à Milan en 1966, où il sert de signature récurrente aux tracts et aux affiches des jeunes anarchistes de la *Gioventù libertaria*. Mais c'est au début des années 70 qu'explose la mode du A cerclé, que se sont appropriés les anarchistes à travers le monde³⁹.

Les références culturelles communes des alternatifs sont avant tout musicales et historiques. Les références musicales communes se situent notamment au niveau du punk et du rock. Les références historiques sont nombreuses. La piraterie en est une, les insurrections et révolutions sont également dans la mémoire collective du mouvement alternatif : les émeutes anti-machinistes, la commune de Paris, la révolution spartakiste, la révolution espagnole et plus récemment la révolte des chiapas. Des figures mythiques se sont imposées, comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, la bande à Baader (chacun se positionne par rapport à eux, par rapport à la violence), le commandant Marcos est devenue une figure mythique. Des écrivains et penseurs particulièrement appréciés par les alternatifs sont Jean-Paul Sartre, Albert Camus, Herbert Marcuse, Michel Foucault et la littérature de la *Beat-generation* (Jack Kerouac, Charles Bukowski). Dans le domaine artistique, Dada et le surréalisme sont des références importantes. Greil Marcus a montré la filiation entre Dada et le punk, qui sont des rébellions qui laissent des traces dans l'histoire comme « une trace de rouge à lèvres sur un col »⁴⁰.

Une référence littéraire qui revient souvent est *Pippi Langstrumpf* (en français « Fifi Brindacier »), une trilogie de livres pour enfant écrite par la suédoise Astrid Lindgren en 1945-1948. Ces livres mettent en scène une petite fille aux taches de rousseurs et aux longues nattes rousses, dotée d'une force spectaculaire, qui vit seule avec son cheval et son singe, et entraîne les petits voisins dans ses aventures. Elle ne va pas à l'école, elle invente des histoires farfelues et des jeux, elle se couche quand elle veut, établit ses propres règles (« c'est absolument mieux pour un enfant de mener une vie bien réglée. Surtout quand il peut la régler

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Greil Marcus, *Lipstick Traces. Une histoire secrète du vingtième siècle*, Paris : Gallimard, 2001.

lui-même »⁴¹). Avec Fifi, les petits Tommy et Anika découvrent la transgression, découvrent un autre monde que celui que leur ont appris leurs parents. Les alternatifs y voient une apologie de l'autogestion, de la liberté. On retrouve la frimousse de Fifi sur de nombreux T-shirts alternatifs ou encore sur des tatouages.

Les alternatifs entre contestation et construction

Le mouvement alternatif est à la fois une réaction à des problèmes, en même temps c'est un processus politique, il y a balance entre contestation et construction, entre des actions de protestation tournées vers l'Etat ou l'opinion publique et le développement d'une vie meilleure dans l'immédiat et à l'endroit où on se trouve. La contestation est celle du capitalisme, de la dégradation du social, du contrôle de l'Etat, du manque de démocratie à la base, des comportements tels que le sexisme, le racisme, la xénophobie ou encore l'homophobie. Les alternatifs mènent des actions de protestation très diverses, dans lesquels ils se mêlent à d'autres mouvements. La construction est celle des projets de travail et de vie en commun dans lesquels sont supprimés les comportements contestés et sont pratiquées des alternatives. La critique envers la société formulée par le mouvement est d'une part du domaine émotionnel, liée à l'utopie libertaire ; de l'autre analytique, par la constatation de certains problèmes inhérent au capitalisme. Pour les alternatifs il ne s'agit pas de trouver sa place dans la société mais de changer la société pour avoir envie d'y trouver une place.

Les alternatifs rejettent la mentalité de propriétaire, ils sont critiques envers la production, qui ne se fait pas dans le respect des hommes et de la nature, ils rejettent la société de consommation, c'est-à-dire une société dans laquelle :

1. Les besoins jugés fondamentaux sont satisfaits pour une large part de la population (se nourrir, se vêtir, se loger et se soigner), les biens de consommation largement diffusés et il y a une certaine uniformisation des modes de consommation.
2. Les incitations à consommer sont multipliées, les actes quotidiens transformés en des occasions de consommer, il y a un renouvellement incessant des produits, une forte extension de la publicité et du *marketing*.
3. Seuls ceux qui ont un pouvoir d'achat suffisant peuvent bénéficier de la société de consommation⁴².

⁴¹ Astrid Lindgren, *Fifi princesse*, Paris : Hachette, 2002, p. 150.

⁴² Jean-François Couet, Anne Davie, Alice Le Flanchec (dir.), *Dictionnaire de l'essentiel en sociologie*, Paris : Editions Liris, 2004, p. 171-172.

Les alternatifs rejettent un type de société, d'institution et d'organisation qui apparaît comme intégrateur, manipulateur, « unidimensionnel » selon le mot du philosophe Herbert Marcuse, qui a également écrit : « Nous ne luttons pas contre une société qui a prouvé qu'elle ne peut pas fonctionner. Nous ne luttons pas contre une société qui se désintègre. Nous luttons contre une société qui fonctionne extrêmement bien, et -ce qui est plus encore- nous combattons une société, qui, dans les faits, a réussi à repousser la pauvreté et la misère dans une mesure qu'aucun stade antérieur du capitalisme n'a réussi »⁴³. Les alternatifs sont conscients des progrès accomplis avec le système actuel, mais ils en voient les limites dans les conditions d'existence de toute une couche de la population.

Le mouvement alternatif consiste en l'élaboration d'un ensemble de pratiques sociales et culturelles concrètes, vécues quotidiennement et qui ont un fort contenu politique. Même si il existe bien une réflexion, des théories, des propositions, on privilégie l'action concrète et souvent circonscrite (à son quartier, sa ville). Le mouvement alternatif apparaît comme un « département de recherche et de développement pour les nouveautés sociales »⁴⁴. Le mouvement alternatif accorde une grande importance à la spontanéité et à la fête.

Les groupes du mouvement alternatif sont tournés vers le local mais ne négligent pas les luttes internationales. On retrouve ainsi les groupes alternatifs lors des manifestations altermondialistes. Les autonomes sont particulièrement actifs dans ce domaine, regroupés dans le *Black Bloc* lors des manifestations. Ce « bloc noir » se forme à partir de groupes affinitaires qui se coordonnent pour mener des actions communes. On trouve trace des premiers blocs noirs en Allemagne au début des années quatre-vingt, notamment lors des manifestations contre l'extension de l'aéroport de Francfort. Tous les alternatifs ne sont pas engagés dans la lutte pour une autre mondialisation, mais tous ont une sensibilité altermondialiste. On utilise plus volontiers le terme d'altermondialiste (*Globalisierungskritiker*) que celui d'antimondialiste (*Globalisierungsgegner*). Les alternatifs ne sont pas contre la mondialisation, qui efface les frontières, permet l'échange, mais ils veulent une autre mondialisation, qui permette une répartition égalitaire des richesses. Lors des sommets mondiaux, les alternatifs mêlent leurs voix à divers autres groupes pour réclamer l'annulation de la dette du tiers-monde, pour lutter contre la soumission de leurs conditions d'existence aux logiques marchandes et à la rentabilité. Mais les alternatifs ne se contentent pas de manifester leur désapprobation pendant les différents sommets, ils ont également des contre-propositions, dont ils débattent lors des Forums sociaux.

⁴³ Karl-Werner Brand, Detlef Büsser, Dieter Rucht, *op. cit.*, p. 177.

⁴⁴ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Editions La Découverte et Syros, 2000, p. 40.

Le plus petit dénominateur commun

Sans évoquer une idéologie propre au mouvement, il semble que l'on puisse identifier un certain nombre de valeurs communes. Les idées qui relient tous ces groupes sont tout d'abord la volonté d'autodétermination, d'autogestion, d'égalité, de solidarité et une sensibilité de gauche radicale avec des positions anticapitalistes et anti-impérialistes. Le *Do it yourself* (« fais-le toi même »), est une idée commune à tous les groupes alternatifs, qui fait appel à l'improvisation, à l'initiative personnelle et à la créativité. Il s'agit de ne pas être un consommateur passif, en fabricant soi-même certains produits. Les alternatifs ne disent pas « nous voulons tout » mais « nous pouvons tout ». L'autodétermination est le fait de décider entièrement pour soi, c'est l'idée que « personne ne peut décider à ma place de ce qui est bon pour moi, et je ne peux pas non plus décider pour les autres »⁴⁵. Les alternatifs essaient de trouver d'autres moyens de vivre ensemble et de nouer de nouveaux liens sociaux marqués par la solidarité, l'authenticité, la confiance.

Au sens littéral, autogestion signifie « gestion par soi-même », ses postulats sont la prise de décision collective, la suppression de toute distinction entre dirigeants et dirigés et l'affirmation de l'aptitude des hommes à s'organiser collectivement sans avoir pour moteur ou béquille l'Etat ou le marché. L'autogestion met en exergue les principes de spontanéité et de responsabilité individuelle et les oppose à l'autoritarisme hiérarchique et patronal ; c'est en quoi elle est un refus conscient et une négation concrète du pouvoir. L'autogestion dans une entreprise opère un renversement du schéma traditionnel de l'autorité et suppose une répartition différente du pouvoir. A l'intérieur de l'entreprise, l'autorité doit être fondée sur une appropriation collective de la décision notamment par les assemblées générales, la répartition du travail doit être égalitaire. Le projet autogestionnaire refuse la dissociation entre des tâches de conception, d'organisation, de décision et des tâches d'exécution pure et simple. Cette conviction est lourde de conséquences pratiques et notamment limite la taille des structures.

Fondée sur la désétatisation, la démocratie à la base et la décentralisation, la transformation autogestionnaire globale récuse le type de croissance fondé sur le productivisme et rejoint ainsi certaines aspirations écologiques. L'autogestion se veut également respectueuse des pluralismes culturels et des spécificités régionales.

⁴⁵ Kongreßlesebuch-gruppe (dir.), *Der Stand der Bewegung. 18 Gespräche über linksradikale Politik. Lesebuch zum Autonomie-Kongreß*, Berlin : Selbstverlag Kongreßlesebuch-gruppe, 1995, p. 67.

Partant de certains principes de l'autogestion, comme la libre entreprise, la restauration de la société civile face à l'État, les libertés du citoyen et du travailleur, la thèse d'une forme d'autogestion dans un cadre libéral est parfois soutenue. Pour certains économistes, en effet, il existe dans la société capitaliste des mécanismes d'autorégulation susceptibles d'accéder aux aspirations autogestionnaires. Dans ce sens et pour autant que l'autogestion rejette les interférences de l'État, une économie autogérée serait même plus proche que les économies capitalistes actuelles d'une véritable économie de concurrence⁴⁶.

Le mouvement alternatif est souvent qualifié d'utopiste. La définition du terme utopie dans l'encyclopédie Universalis m'a semblée particulièrement intéressante⁴⁷. L'autre réalité recherchée par l'utopie procède selon l'auteur par degré : l'alternance, l'altercation et l'alternative. L'alternance est celle du « rêve, de l'être nocturne, du rêve éveillé » et de la réalité. « Dans l'utopie pratiquée, cette alternance a précisément sa correspondance dans l'établissement de temps, de lieux, ou même de micro-sociétés occasionnelles ou permanentes, qui soient autres au sein même d'une société dominante. L'utopie conduit ensuite à l'altercation. Elle apporte le doute et le soupçon, elle instaure une phase critique, l'alternance fait place à l'altercation, le doute à la dénonciation, le soupçon à la contestation. Enfin, apparaît la possibilité d'un autre degré : l'alternative. Il n'est pas exclu que l'opposition, y compris en imagination, prenne le pouvoir. La fantaisie a donné naissance au projet, et on oublie qu'il fut d'abord utopie »⁴⁸.

Modes de vie des alternatifs : lieux d'habitation

Une des caractéristiques du mode de vie des alternatifs est la vie en communauté dans des squats ou des villages de roulotte. Ces squats alternatifs sont des projets de vie et d'habitat autogérés. Il existe à Berlin actuellement beaucoup moins de squats qu'au début des années quatre-vingt-dix. Plutôt que de squats il vaudrait mieux parler de projets ou collectifs d'habitation (*Wohnprojekte*) car la plupart sont légalisés et ont négocié un contrat d'occupation avec leur propriétaire. Certains ont même racheté leurs squats avec l'aide de financements alternatifs.

Le terme de *squatter* (de l'anglais *to squat* : se blottir, se terrer) vient des États-Unis et désignait le pionnier qui s'installait sur des terres non encore occupées, s'opposant aux

⁴⁶ Article de Marc Gjidara, « Autogestion », sur universalis.fr

⁴⁷ Terme forgé par Thomas Moore, titre de son livre paru en 1516 sur la meilleure des républiques, sise en l'île d'Utopie. « Utopie » selon Moore, signifie « nulle part », l'utopie est le projet imaginaire d'une réalité autre.

⁴⁸ Article de Henri Desroche sur universalis.fr

settlers, cultivateurs sédentaires. Squatter signifie désormais trouver un refuge par occupation illégale d'un bâtiment inhabité. La pratique remonte au 19^{ème} siècle et a pris une forme nouvelle dans les années soixante. L'héritage le plus direct vient des communautés *hippies* des années soixante et soixante-dix, notamment aux Etats-Unis. A la différence de ces communautés, les squats alternatifs urbains sont politisés et ne cherchent pas à se mettre en retrait de la société. Aux Pays-Bas où ils sont encore nombreux, on les appelle les *krackers*.

Les idées de l'organisation collective de la production et de la consommation, du travail libre, de la convivialité, la garantie d'un minimum d'existence par l'autoproduction, la disparition de l'antagonisme entre travail manuel et intellectuel se retrouvent dans les communautés urbaines. Selon la vision libertaire, la vie en communauté implique la libre association d'individus ayant plus ou moins le même but et le même mode de vie, ou ayant comme affinité le plaisir de la convivialité et du partage. Cette vision est celle de l'associationnisme de l'anarchiste Max Stirner.

Une façon alternative d'habiter est également la vie en roulotte, camions et caravanes. Il y a de nombreux *Wagenburg* ou *Wagendorf* (villages de roulettes) en Allemagne. A Berlin j'ai recensé en août 2005 six places de roulettes⁴⁹. Selon *Wagendorf.de* il y aurait 33 places en Allemagne. Ce qui est intéressant c'est la mobilité de ces villages, leur côté temporaire. Peter Lamborn Wilson, un penseur et activiste américain, a inventé sous le pseudonyme de Hakim Bey le concept de *TAZ: Temporary Autonomous Zone*, ou zone d'autonomie temporaire (1991, libre de droit), qui semble bien convenir à cette forme d'habitation. La *TAZ* se manifeste à qui sait la voir, « apparaissant-disparaissant » pour mieux échapper aux « Arpenteurs de l'Etat »⁵⁰. Elle occupe provisoirement un territoire, dans l'espace, le temps ou l'imaginaire, elle se dissout avant que l'Etat ne l'écrase, pour se reformer ailleurs dans le temps ou l'espace⁵¹. Elle est une « insurrection » hors le Temps et l'Histoire, une « tactique de la disparition »⁵².

Le *Wagenburg Lohmühle* à Treptow s'est installé depuis 1991 au bord du canal sur l'ancien terrain miné du temps de la RDA (*Todesstreifen*). Avec le temps les habitants ont replanté de l'herbe, des fleurs, des arbres et effacé les traces de ce terrain. Un des habitants du *Lohmühle* a écrit sur le site Internet: « Ici les hommes étaient séparés entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, et nous nous retrouvons à cet endroit tous ensemble, pour vivre les uns avec les

⁴⁹ Wagenburg Schwarzer Kanal, Wagenburg Lohmühle, Kinderbauernhof, Wuhlheide, Kreuzdorf, Laster-und Hänger. Selon une habitante du Lohmühle, il y en aurait encore plusieurs autres.

⁵⁰ Hakim Bey, *TAZ, zone autonome temporaire*, Paris : Editions de l'Eclat, 2000, p. 17.

⁵¹ *Ibid.*, p. 14.

⁵² *Ibid.*, p. 62.

autres »⁵³. Le *Lohmühle* se décrit comme un *Gesamtkunstwerk*, une œuvre d'art total : il s'agit d'élever sa vie individuelle, son lieu d'habitation, au rang d'acte de création artistique. Le *Lohmühle* organise des séances de cinéma, des concerts, des expositions, des spectacles, des fêtes et participe à des événements comme le carnaval des enfants ou encore le carnaval multiculturel *Karneval der Kulturen*. Ils attachent une grande importance au respect de l'environnement : ils utilisent l'eau de pluie, l'énergie solaire, ont une cave naturelle pour les aliments, font du recyclage d'aliments dans le composte. A la question de leur influence sur leur environnement, les habitants du *Lohmühle* (19 personnes actuellement) pensent représenter un contre-exemple, ils montrent qu'on peut vivre différemment.

Le village de roulottes et camions *Laster-und Hängerburg* s'est installé après son expulsion (ils étaient près du parc de Friedrichshain) au coin de la Revaler Strasse près de Warschauer Strasse en 2001 et occupe ce terrain de manière illégale. Il y a vingt-quatre adultes et douze enfants, avec une majorité de 20-35 ans. L'association du collectif d'habitation (*Menschen im Augenblick äußerster Erregung e. V.*), qui existe depuis douze ans, organise des fêtes, des projections de films en plein air, une *Volksküche* (cuisine populaire), des soirées tango. Les habitants exercent des métiers très divers : on y trouve entre autre un expert en énergie solaire (tous les habitants ont des panneaux solaires sur leur toit), une couturière, un photographe, une vétérinaire, un professeur de danse, une thérapeute, un couple d'artistes acrobates, un juriste, un informaticien, un menuisier, un livreur, un paysagiste, un architecte, des étudiants et des petits jobs. Plusieurs habitants de ce village de camions et caravanes sont à l'origine du projet *Pirat* qui met en réseau divers projets et notamment des collectifs d'habitation. En été 2004 a été donné un avis d'expulsion pour construire un terrain de sport sur une parcelle. Les habitants du *Laster-und Hängerburg* ont fait une pétition et des manifestations pour se défendre, ont fait appel à des politiciens et obtenu l'abandon du projet. Leur expulsion est de plus rendue difficile par la division de ce terrain en trois parcelles appartenant à la *Deutsche Bahn*, au *Jewish Claim* et au *Land* de Berlin.

Le voisinage est toujours hostile à l'installation de squatters, mais la plupart des lieux ont réussi à gagner la confiance de leur voisinage, notamment grâce aux activités proposées. Dans l'environnement proche du *Lohmühle* par exemple, il y a peu de bars, pas de centre socio-culturel. En s'attaquant aux thèmes de la pénurie de logements et de la planification urbaine, les squatters ont également suscité la sympathie parmi le voisinage. C'est aussi bien souvent par les enfants que se gagnent la confiance. En effet la plupart des collectifs

⁵³ www.lohmuhle-berlin.de/downloads/LM_Interview_Martin.pdf

d'habitation proposent des activités pour les enfants, le plus souvent du théâtre de marionnettes ou du cinéma. Il faut toujours du temps pour se faire accepter du voisinage, surtout qu'au début les squatters sont préoccupés par leur installation et ne communiquent pas tout de suite avec le voisinage. les squatters sont victimes de préjugés dus à l'ignorance des gens sur leur façon de vivre.

Les squats berlinois communiquent régulièrement entre eux et organisent des actions ensemble. Il existe un site Internet pour informer les squatters, *squat ! net*. Ce site est né d'un groupe de squatters créé en 1995 pour faire face à la répression des squats à Berlin. En 1997 le projet de site est lancé, pour empêcher la destruction des squats et de leur culture par la mise en place d'une communication destinée à les rendre visible et leur permettre une meilleure coordination. Ce site est international et existe actuellement également en français, italien, néerlandais, espagnol, polonais, danois, tchèque.

Chaque collectif d'habitation est différent. Les pratiques et la théorie développées par les occupants dépendent largement du contexte politique, socio-économique, juridique, interrelationnel, mais tout collectif d'habitation est politique, dans la mesure où il bouleverse, même parfois involontairement, l'ordre social et la notion de propriété privée. Le collectif d'habitation peut être un lieu de résistance et d'expérimentation. Squatter, c'est également prendre une part de l'interdit, c'est se placer en rupture au niveau socio-économique, c'est construire un espace de liberté. La politique au quotidien de ces collectifs d'habitation se retrouve dans des pratiques diverses : autogestion, gratuité, récupération et recyclage, réquisitions en tout genre, ouverture sur l'extérieur, débats et confrontation des façons de vivre.

Les projets de vie alternatifs de Berlin sont des lieux d'habitation, mais également des lieux de rencontres et de culture. Les collectifs d'habitation organisent tous des événements, servent de lieu de réunion pour des projets associatifs, diffusent de l'information. Les activités récurrentes sont les concerts, les projections de cinéma, le théâtre, la *Volksküche* (cuisine populaire). Ils sont des lieux ouverts à toutes les cultures, on y trouve des concerts punks comme des soirées tango, et toute sorte de gens, y compris extérieurs à la scène, s'y retrouvent. La *Volksküche* (*Vokü*) est un repas chaud servi pour une somme modique. De nombreux collectifs d'habitation, ainsi que des centres de jeunes autogérés et des cafés collectifs ont un repas de *Volksküche*, que ce soit au petit déjeuner, déjeuner ou au dîner, avec de la viande, végétarien ou même végétalien. La *Volksküche* a été inventée en 1866 à Berlin par Lina Morgenstern, qui créa l'association des cuisines populaires berlinoises (*Vereins Berliner Volksküchen*). Le repas devait être très bon marché mais pas complètement gratuit,

pour ne pas donner l'impression de faire la charité. C'était également une action féministe pour épargner le temps de faire la cuisine aux femmes d'ouvriers⁵⁴. Le principe de la *Volksküche* a été repris dans le mouvement de squatters des années quatre-vingt. Ces *Vokü* sont cependant utilisées quasiment exclusivement par les alternatifs. Le planning des cuisines populaires dans les lieux alternatifs de Berlin, diffusé dans le *Stressfaktor*, compte plus de 100 *Volksküche* en une semaine, c'est-à-dire dans une quinzaine de lieux par jour.

Les collectifs d'habitation alternatifs sont des lieux autogérés, chacun participe aux activités et aux décisions. L'assemblée générale, le *Plénum*, permet de prendre les décisions. Avec l'expérience, les assemblées générales se sont structurées. Il y a en général un ordre du jour, et un président de séance, qui cadre la réunion et recentre les débats. C'est un pouvoir relatif, qui sert à limiter les prises de pouvoir dans les réunions, qui ressemble à l'autorité morale d'un sage, ou d'un chef charismatique. De nombreuses questions se posent aux squatters : « squatter, c'est être tolérant vis-à-vis d'individualités et de désirs différents ou préférer le collectif ? faut-il une répartition équitable des tâches dans un squat ? à quel moment la forte motivation d'un individu dans un projet devient une forme de domination ? le squat est-il un élément libérateur ou un englobant de forces ? à quel point est-il important de prendre du temps pour soi ? le squat s'accompagne-t-il toujours d'un devoir militant ? quand les différences de rythme entre squatters deviennent-elles oppressantes ? »⁵⁵. Le problème récurrent est celui des personnes motrices et des suiveurs, de la motivation, de l'impression que ce sont toujours les mêmes qui assument la plupart des tâches.

L'occupation et la réalisation d'un projet collectif de vie est une pratique qui consiste dans la réappropriation d'un bien en le transformant en un bien social, géré collectivement et directement selon les nécessités de ses usagers. Ces collectifs permettent l'expérimentation de nouvelles formes de relations et de vie en commun : ils sont des lieux publics de socialisation personnelle, d'éducation et de communication qui renforcent la construction des liens sociaux, servant de point de référence pour ceux-ci. L'autogestion prend une part importante comme fonction éducative, car elle appelle à la responsabilisation de chacun.

Les problèmes qui pèsent sur les collectifs d'habitation

⁵⁴ www.foodforaction.de

⁵⁵ *Quelques questions sur le fonctionnement interne d'un collectif autogéré*, extraits du compte rendu d'une rencontre intersquat à Grenoble en 2001, anti-©

De nombreux problèmes mènent à la fin d'une occupation : la répression étatique (perquisitions, pression policière, surveillance) ou privée (descente de militants nazis, pression du propriétaire), l'expulsion, mais aussi des problèmes internes comme les dérives vers l'autoritarisme, le sectarisme dus à une dogmatisation de la tendance communautaire, la marginalisation. La précarité, le manque de confort et d'intimité, peuvent également amener des individus à rompre avec un collectif d'habitation. Face aux expulsions, les squatters se défendent en utilisant notamment l'article 19 de la Loi Fondamentale : « chacun a droit à un logement » et en invoquant le nombre de logements vides à Berlin : il y a actuellement 160000 appartements vides, dans le quartier de Marzahn-Hellersdorf par exemple, 13% des 100000 appartements construits du temps de la RDA sont vacants⁵⁶.

La légalisation par des conventions d'occupation peut également être un problème. Certains refusent ces contrats, ils tiennent à affirmer l'existence et le sens des luttes autonomes. En effet, celles-ci instaurent un rapport de force plutôt qu'un terrain d'entente avec les autorités et pointent l'Etat en général non pas comme une autorité légitime dont on cherche l'aval, mais comme l'autorité non choisie. Certains craignent que plus des squats seront légalisés, plus ceux qui importunent (par exemple squats de sans-papiers) auront tendance à être isolés, marginalisés, fragilisés. En légalisant certains squats, les autorités ont divisé et endormi le mouvement, et ont pu réprimer plus facilement ceux qui ne voulaient rien signer. Parfois les squats légalisés se sont totalement dépolitisés, sont devenus des appartements normaux, sans revendication de gestion collective, dont les prix montent et qu'on expulse cependant aisément. De plus les conventions d'occupation précaire impliquent un travail coûteux de mise aux normes, les habitants préfèrent souvent dépenser leur énergie ailleurs. Le concept de *Instand(be)setzen* a été inventé et mis en pratique par l'association SO36 de Kreuzberg en 1979, avec le slogan « *Lieber instand(be)setzen als kapputbesitzen* » : « Mieux vaut squatter une maison en la rénovant que la posséder et la laisser décrépir »⁵⁷. L'idée est de rénover les immeubles occupés afin de se montrer utile et de légitimer cette occupation. Le problème est qu'il s'opère alors une distinction entre des « bons » et des « mauvais » squatters, puisque tous les collectifs ne peuvent ou ne veulent entreprendre une rénovation.

Enfin la menace principale qui pèse sur les collectifs d'habitation est l'urbanisme. En effet, ces collectifs sont menacés par les nombreux projets de construction dans Berlin. Dans le quartier de Friedrichshain-Kreuzberg, où se trouvent de nombreux projets, les immeubles

⁵⁶ welt.de/data/2003/08/22/157970.html

⁵⁷ Ulf Mailänder, Ulrich Zander (dir.), *op. cit.*, p. 127 et 170.

sont vidés pour être rénovés et sont ensuite reloués plus cher. Les conséquences sont une gentrification du quartier et 50% de logements vacants autour de la Boxhagener Platz⁵⁸. Selon l'encyclopédie *Universalis* la gentrification c'est la modification des fonctions et pratiques du tissu urbain d'un quartier par l'arrivée de nouvelles classe sociales suite à une réhabilitation, une modernisation des logements et donc une augmentation des loyers. Les couches populaires sont remplacées par des couches moyennes et supérieures. Ces nouveaux habitants changent le style de vie du quartier, les prix des cafés augmentent et l'offre culturelle se transforme. Les berlinois parlent de « *Yuppisierung der Stadt* ».

Plusieurs lieux alternatifs sont menacés dans le quartier autour de la Ostbahnhof et à Friedrichshain-Kreuzberg, comme le collectif d'habitation du *Köpi*, qui existe depuis quinze ans et où vivent actuellement quarante personnes, ou encore le centre socio-culturel autogéré *RAW-Tempel*. La salle de concert *Maria* et le village de roulotte *Wagenburg Schwarzer Kanal* ont déjà du déménager, un projet nommé *Spreeport* voit le jour à leur emplacement. Les projets sont nombreux le long de la Spree de Ostbahnhof à Warschauer Strasse. A Warschauer Strasse les bâtiments d'Universal et MTV se sont installés en 2002, accentuant la gentrification du quartier. Le terrain sur lequel est installé le *Köpi*, près du Schillingbrücke, s'est transformé depuis 2002 avec l'installation d'un hôtel Ibis, de bureaux et d'appartements. Un nouvel hôtel de haut standing doit encore être construit. De Ostbahnhof à Warschauerstrasse, le quartier « Arena » doit être érigé, à l'est de Ostbahnhof c'est le « Urban Center Postbahnhof », un quartier avec bureaux et magasins, projet de la poste allemande. Pourtant les bureaux et appartements déjà construits restent pour l'instant quasiment vides. D'autres collectifs d'habitation sont également menacés, comme ceux de la Rigaer Strasse à Friedrichshain⁵⁹.

Au début de l'été 2005 le collectif d'habitation *Yorck 59* à Kreuzberg a été expulsé, et ce malgré des négociations pour le rachat de la maison, le soutien du Sénat de Berlin et des responsables politiques de la circonscription. Dans ce projet de vie autogéré existant depuis dix-sept ans vivaient soixante personnes dont onze enfants, il abritait des groupes de théâtre, le *Anti-Hartz-Bündnis* contre les réformes Hartz IV, la *Antirassistische Initiative Berlin* et divers projets artistiques et politiques. Les habitants payaient un loyer. Depuis 2004 le bâtiment a été vendu par l'ancien propriétaire, sans que ce dernier n'accorde une attention aux propositions de rachat par les membres du collectif. Le loyer a alors augmenté de 55%. L'arrondissement de Kreuzberg-Friedrichshain a soutenu le projet et tenté d'aider les

⁵⁸ « Was ist los in Friedrichshain-Kreuzberg ? », tract de l'initiative « Soziales Zentrum Berlin ».

⁵⁹ « Was ist los in Friedrichshain-Kreuzberg ? », tract de l'initiative « Soziales Zentrum Berlin ».

négociations avec le nouveau propriétaire. Le propriétaire a cependant tout refusé, il a déclaré ne pas vouloir « céder à la pression de perturbateurs »⁶⁰. De nombreuses manifestations, réunissant environ 2000 personnes, ont été organisées pour défendre le projet. Finalement le collectif a été expulsé le 6 juin, et il a fallu l'arrivée du responsable vert Christian Ströbele pour apaiser la situation avec la police. Une partie des habitants occupe à présent une aile vide du *Bethanien* à Kreuzberg, un ancien hôpital datant de 1843, qui est le bâtiment dans lequel se trouvait le fameux squat *Georg-von-Rauch-Haus*, et où se trouvent désormais les ateliers d'artistes de la *Künstlerhaus Bethanien GmbH*. Il existe des aides pour financer l'achat d'un bâtiment destiné à un projet de vie alternatif, comme le *Mietshäuser-Syndikat e.V.* qui regroupe des projets et des associations de maisons, administre un fonds solidaire et possède la société *Mietshäuser-Syndikat GmbH*. Cette association aide à l'achat de maisons par l'intermédiaire de sa *GmbH* (société à responsabilité limitée).

Projets alternatifs autogérés

Je définis comme projets alternatifs les essais pratiques dans lesquels un groupe organise en commun, de manière autogérée et consciemment différente sa vie, son travail, ses luttes politiques. Ces groupes aspirent à des comportements de production qui ne servent pas le profit mais rendent possible l'épanouissement des capacités et des besoins de chacun ; ils ne sont pas hiérarchiques et rompent avec le schéma habituel des activités et qualifications (la répartition du travail entre le travail intellectuel et artisanal, entre les spécialistes et les amateurs, entre les dirigeants et les dirigés, doit être surmontée); ils sont utiles socialement, fabriquent des produits bons pour l'homme et pour l'environnement ; ils sont équitables, travaillent dans un idéal de participation directe, combattent l'oppression liée au genre ; enfin ils agissent comme un contre-courant politiquement éclairant, qui par l'information et la discussion dénonce l'exploitation de l'homme et de la nature et présente des alternatives aux pratiques prédominantes dans la société. Entre les projets prévaut la coopération et non la concurrence. Il s'agit de « fantaisies sociales »⁶¹ dans le domaine de l'habitat, du travail, de la culture, du quotidien, de la politique.

⁶⁰ « Chaoten ». *Scheinschlag du 27-01-05 au 23-02-2005*, journal du « Verein zur Begleitung öffentlicher Diskussion in den Innenstadtbezirken », p.2.

⁶¹ Gerhard Wirner, *Soziale Phantasie. Soziale Phantasien im lebensweltlichen Kontext und die Möglichkeiten gesellschaftlicher Veränderung*, Francfort : Peter Lang, 1993.

Les domaines de projets comprennent : l'habitat, l'artisanat et les magasins, les médias et l'information, l'éducation, l'art et la culture, la politique. Dans le cadre du mouvement alternatif sont donc créés de nombreux projets culturels et politiques mais aussi économiques. Des critiques arguent cependant que les membres du mouvement alternatif profitent de la société industrielle qu'ils critiquent et que leurs entreprises en dépendent aussi.

Le mouvement alternatif met en pratique sa revendication de travailler autrement dans des projets économiques alternatifs, c'est-à-dire des commerces et entreprises qui forment une alternative à l'économie pratiquée dans les autres entreprises. Les aspects vers lesquels s'orientent ces entreprises alternatives sont :

- la revendication d'autodétermination, d'autogestion
- la gestion collective de l'entreprise
- des structures de décision non hiérarchiques
- une rémunération égalitaire ou selon les besoins
- pas de discrimination, ni ethnique ni sexuelle
- la suppression de la séparation entre travail manuel et travail intellectuel
- un temps de travail flexible, une rotation du travail
- la coopération avec les autres projets
- des petites unités de production
- le respect de l'environnement
- la communication avec les consommateurs et non la vente anonyme.⁶²

Le travail intellectuel prime sur le travail manuel, les services sociaux sont le plus grand nombre, puis les actions politiques, la communication, les loisirs, la distribution, la culture, la production artisanale et les services de coordination⁶³. Il y a des domaines de prédilection pour ces entreprises : le domaine du bois loin devant celui du métal, le vélo plutôt que la voiture, et les commerces d'alimentations sont plutôt des boulangeries que des boucheries⁶⁴. Une constante est la prédominance des entreprises prestataires de services et la faiblesse des entreprises de production. Les activités de la communication (information, édition) ont un grand poids dans l'économie alternative (mais aussi dans l'ensemble de l'économie !).

⁶²Josef M. Häußling, Gerd Schliebe, *Alternative ökonomische Projekte*, Paffenweiler : Centaurus-Verlagsgesellschaft, 1999, p. 69.

⁶³ Joseph Huber, *op. cit.*, p. 28.

⁶⁴Josef M. Häußling, Gerd Schliebe, *op. cit.*, p. 51.

Il y a eu une propagation des entreprises alternatives au début des années quatre-vingt. Bien que ne disposant pas de données récentes à ce sujet, il semble que leur nombre ait diminué dans les années quatre-vingt-dix, selon plusieurs membres d'entreprises autogérées. Il n'y a pas d'études récentes sur le nombre d'entreprises et projets alternatifs à Berlin ou en Allemagne. Pour Bernd Hashagen, un des collaborateurs de la société de commerce équitable *Ökotopia*, c'est une preuve de l'indifférence qui frappe le mouvement. Il y a de nombreuses raisons à la diminution du nombre de ces projets, la première est bien entendu la difficulté à tenir sous cette forme, la précarité et le sentiment d'auto-exploitation. Les entreprises autogérées se sont développées particulièrement où le mouvement alternatif, et les mouvements sociaux en général, étaient particulièrement actifs : Berlin, Hamburg, Francfort, Brême, Freiburg, Stuttgart. La crise du travail, la crise de l'Etat social et les valeurs postmodernes sont l'arrière-plan de l'émergence des entreprises autogérées dans le sillage de 1968. Ces entreprises alternatives sont une réaction à la fois au chômage et au fait qu'une partie de la population trouve son travail vain et peu satisfaisant sur le plan personnel. La réalisation d'entreprises et commerces autogérés répond à la nécessité de trouver des solutions ici et maintenant. Il y a une combinaison d'un discours social et d'un projet économique, il s'agit de répondre aux besoins des travailleurs et des consommateurs en travaillant autrement, en incitant à consommer autrement. Trois mots clés structurent le vocabulaire des entreprises alternatives : l'autogestion (nouveaux rapports dans l'entreprise, suppression de la hiérarchie, prendre en main son destin en créant son propre emploi), la solidarité (entre les travailleurs, entre les entreprises) et l'autonomie (de chaque individu à l'intérieur de l'entreprise, de l'entreprise vis-à-vis des institutions, en particulier les établissements bancaires, vis-à-vis du système marchand actuel). Dans les entreprises alternatives, l'argent reste un instrument et non une fin en soi. La valeur individuelle n'est pas confondue avec la richesse matérielle, les diplômes ou la position sociale ; le travail, au-delà de l'obligation de gagner sa subsistance, est un moyen de se développer personnellement et l'activité économique ne concourt pas à la prolifération des besoins⁶⁵. Ces entreprises vont à l'encontre de la logique économique dominante.

Entre 1970 et 1980 sont apparues de nombreuses entreprises idéologisées. Actuellement, le discours se fait de plus en plus pragmatique. Cette idéologie souffle cependant encore sur les micro-entreprises alternatives, articulée autour des mots-clés autogestion, solidarité, tiers-mondisme, écologisme et anticapitalisme. Les entreprises

⁶⁵ Philippe Outrequin, Anne Potier, Patrice Sauvage (dir.), *Les entreprises alternatives*, Paris : Syros, 1986, p. 29.

marquées par un esprit militant se retrouvent dans la communication, les énergies renouvelables, la distribution de produits alimentaires selon une logique de commerce équitable et les activités de recyclage. On compte également un grand nombre d'entreprises qui, tout en ayant une organisation autogérée, n'apparaissent pas militantes, comme des magasins de vélos, des agences de graphisme, des artisans, les entreprises de déménagement, des brocantes, des agences de voyage. Ces entreprises sont alternatives dès lors qu'elles portent une autre vision sociale et politique. L'entrepreneur alternatif a une motivation militante et a bien souvent une formation, une expérience militante⁶⁶.

Au niveau économique et juridique, les critères de différenciation d'une entreprise alternative sont l'autogestion et la neutralité du capital. Le commerce est géré sans hiérarchie et sans chef, chaque collaborateur est informé de tout et participe à toutes les décisions, et ce n'est pas le profit qui est le point central. Les entreprises ont cependant pris leurs distances avec la rotation totale du travail, qui a donné de mauvais résultats. Cependant on évite la prise de pouvoir par la spécialisation en informant tous les membres du travail effectué. Il doit y avoir une implication possible dans toutes les étapes.

Au niveau interne de l'entreprise alternative appartiennent les critères suivants :

- le principe d'identité (identité des propriétaires et des employés ; les porteurs du projets et les collaborateurs sont les mêmes)
- une structure non hiérarchique (principe de démocratie, d'autogestion)
- la neutralité du capital et la couverture des frais au lieu du profit (principe de subsistance).

Au niveau externe :

- la fonction de modèle
- une production orientée écologiquement
- l'effort de coopération avec d'autres entreprises⁶⁷

Ces entreprises autogérées sont de faible taille, entre deux à dix salariés, et les salaires sont faibles. Beaucoup de gens dans les projets et entreprises autogérés travaillent aussi à côté, dans l'économie « normale », ainsi se forme une vie de travail dualiste. Le dialogue avec les syndicats est difficile, les discussions reviennent toujours sur le salaire minimal et l'auto-exploitation (heures supplémentaires non payées). En effet les entreprises alternatives ne sont pas en mesure de respecter les salaires minimaux et autres conditions revendiquées par les

⁶⁶ Philippe Outrequin, Anne Potier, Patrice Sauvage (dir.), *op. cit.*, p. 33.

⁶⁷ Josef M. Häußling, Gerd Schliebe, *op. cit.*, p. 137-138.

syndicats⁶⁸. La place importante du tertiaire dans les entreprises alternatives montre qu'elles n'ont pas su s'étendre au domaine de la production.

La devise inscrite sur le tract de l'entreprise autogérée d'*Ökotopia* est : « commercer autrement et travailler autrement ». Cette entreprise, qui se revendique à la fois du mouvement alternatif et du mouvement écologique, vend des produits issus du commerce équitable, c'est-à-dire pour lesquels l'équité du prix payé aux producteurs ou artisans est garanti. *Ökotopia* a créé avec sept autres groupes la société MITKA, qui regroupe en coopérative différents producteurs d'Amérique latine, principalement du Nicaragua. Les produits distribués par cette entreprise autogérée sont du thé, du café et du chocolat. *Ökotopia* est une société à responsabilité limitée (*GmbH*) dont tous les collaborateurs sont inscrits comme dirigeants de l'entreprise et gagnent le même salaire (7,45 euros de l'heure).

Un des problèmes auquel sont confrontées ces entreprises est que les niches qu'elles ont trouvées dans le marché sont récupérées par des commerces normaux dès qu'il apparaît qu'elles peuvent être lucratives. C'est particulièrement visible dans le domaine du commerce équitable et de l'alimentation bio. Le fait de commercialiser les labels équitables est un atout pour certains commerces, qui le mettent en avant pour vendre d'autres produits.

Les entreprises autogérées forment une contre-tendance à la modernisation galopante. Si elles n'ont pas d'influence directe sur l'économie globale, elles expriment une tendance, propagent d'autres idées et d'autres comportements, basés sur l'autogestion, l'éthique, le respect de la personne et de l'environnement. Un point important est l'incitation au développement d'autres comportements de consommation, et il s'agit également d'ébranler la logique qui sous-tend l'ordre économique actuel. Si l'on considère de manière isolée ces entreprises, leur travail perd de son sens, il faut les comprendre comme une partie du mouvement alternatif, comme des expérimentations, des pistes pour une société plus égalitaire, pour améliorer la qualité du travail et de la vie.

Le financement des projets alternatifs

Le réseau des projets autogérés est primordial comme soutien moral, financier, comme diffuseur de l'information sur le projet ou l'entreprise, ou encore comme assistance technique solidaire, permettant de réduire les coûts. Un des membres de ce réseau informel est le journal

⁶⁸ Jürgen Sosna, « Netzwerk-Selbsthilfe : eine idee koordinierender Projektarbeit verändert sich », in : Roland Roth, Dieter Rucht (dir.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort : Campus Verlag, 1987, p. 214.

mensuel dédié à l'autogestion *Contraste (Monatszeitung für Selbstorganisation)* existant depuis quinze ans. L'association «réseau pour l'autogestion et la coopération Berlin-Brandenburg» (*Netz für Selbstverwaltung und Kooperation Berlin-Brandenburg e.V.*) a été créée en 2004, mais l'association existe également sur tout le territoire allemand. Le *Netz* soutient des entreprises et des petits projets qui s'organisent autour de l'autogestion et de la solidarité, et coopère entre autres avec le groupe de travail théorique de l'économie alternative, le *TAK AÖ (Theoriearbeitskreis alternativer Ökonomie)* créée en 1978 et qui organise des séminaires quatre fois par an.

Le capital de départ mis dans l'entreprise est en général faible, et souvent obtenu grâce à l'aide d'amis, de la famille et de crédits bancaires. Les banques refusent la plupart du temps les crédits pour une entreprise autogérée ; bien souvent les individus prennent des crédits privés et apportent ces fonds dans le projet. Les entreprises autogérées ne rentrent pas toujours dans le cadre des programmes de soutien économique de l'Etat. Souvent les projets autogérés sont cependant indirectement subventionnés par les allocations que touchent leurs membres. Quant aux instruments de financement autonomes comme la banque coopérative *Ökobank*, ils ne disposent que de peu de fonds. L'*Ökobank* a été créée en 1988 à Francfort et élargie à toute l'Allemagne en 1990. Depuis 1999 cette banque est en crise car plusieurs entreprises n'ont pu rembourser leurs crédits et ils ont fait face à des problèmes de management. La banque est intégrée depuis 2003 à la *Gemeinschaftsbank GLS*, existante depuis 1974 et également orientée vers l'éthique et l'écologie. Cette banque a actuellement 42000 clients dans toute l'Allemagne et a accordé en 2004 un crédit à 3400 projets, dont 18,7% pour des collectifs d'habitations⁶⁹.

Il n'y a pas de forme juridique spécifique pour ces petites entreprises autogérées ou pour ces projets alternatifs. Certains projets n'ont aucune forme juridique, ce sont des collectifs. La plupart des projets autogérés sont des associations déclarées (*eingetragener Verein : e. V.*), parfois des associations déclarées d'utilité publique. Elles peuvent ainsi bénéficier d'avantages fiscaux et parfois de subventions, et de la cotisation des membres. Les associations sont faciles à créer et ont la personnalité juridique. Ainsi les membres ne sont pas responsables lorsque l'association a des dettes. De plus, lorsqu'il s'agit d'une association reconnue d'utilité publique, les membres peuvent obtenir une déduction d'une partie du montant de leur cotisation de leurs impôts. On trouve également des sociétés à responsabilité limitée ou *GmbH* : bien que le capital de départ obligatoire soit élevé (25000 euros), la

⁶⁹ www.oekobank.de/kredite.html

GmbH est souple et présente l'avantage de n'engager que les capitaux de l'entreprise et non les capitaux privés en cas de faillite, puisque la responsabilité n'est pas personnelle mais sur le capital de l'entreprise.

Le *Netzwerk Selbsthilfe* (réseau d'entraide) est un fonds de soutien à l'entraide politique pour des initiatives politiques et des entreprises alternatives à Berlin. C'est une association à but non lucratif et reconnue d'utilité publique. Avec la revendication d'entraide, le *Netzwerk* s'engage pour une société plus juste et avec une meilleure qualité de vie. *Netzwerk* conseille sur les possibilités d'entraide et de subventions pour les associations, met en contact les initiatives et les soutient financièrement. Le *Netzwerk* existe depuis 1978, également dans d'autres régions mais de manière indépendante. Le soutien financier provient des contributions des membres et de dons. Des personnalités sont ou ont été membres du *Netzwerk*, comme Otto Schily (qui est devenu ministre de l'Intérieur sous Schröder), le vert Christian Ströbele, le cinéaste Volker Schlöndorff ou encore le sociologue Rudolf Bahro. Parmi les projets les plus importants financés par le *Netzwerk*, on trouve le journal *TAZ* et la *Ökobank*. Entre 1978 et 2003 plus de 1300 projets ont été soutenus. Une attention particulière est accordée aux projets dans le domaine de l'antiracisme, de l'antifascisme et de l'immigration, des nouveaux médias critiques, des projets altermondialistes et des concepts de travail alternatifs. Environ 30000 euros sont à disposition pour une année. Un projet peut seulement obtenir jusqu'à 1100 euros par an. Ce financement est destiné particulièrement aux frais d'impression, aux frais pour un événement, aux coûts de démarrage d'un projet ou encore pour les fêtes de rue au niveau de la publicité. Les conditions pour bénéficier d'un soutien sont :

- une structure de démocratie à la base
- pas de profit individuel
- la continuité, la durabilité du projet
- le dernier recours (*Netzwerk* soutient seulement si aucun autre moyen de financement n'est à disposition)
- le rapport à Berlin (les projets doivent être portés par des gens habitant à Berlin et doit être réalisé à Berlin. Ce critère pose parfois problème dans le cas d'actions altermondialistes.)
- le projet doit être prêt à coopérer avec d'autres groupes de son domaine
- le projet doit avoir un effet dans l'espace public, les intentions du projet doivent être publiques⁷⁰

⁷⁰ Tract du *Netzwerk Selbsthilfe* : « Förderkriterien des politischen Förderfonds Netzwerk ».

Le *Netzwerk* soutient des projets déjà bien établis comme le *Umbruch-Bildarchiv*, le centre de jeunes autogéré *Thommy-Weissbecker-Haus*, des initiatives vidéos comme le *KanalB* et le *AK Kraak*, des nouveaux projets comme le réseau *Act !*, l'initiative *anders arbeiten* contre la réforme Hatz IV. L'association donne notamment des fonds pour l'impression des tracts, pour organiser des conférences et pour éditer des brochures d'information. Le *Netzwerk* s'est constitué dans le suite du *Deutscher Herbst* (automne allemand) : il s'agissait de réunir des dons pour venir en aide aux personnes touchées d'interdiction de métier. Le temps de réunir un million de marks, ces personnes avaient trouvé d'autres solutions. Il a alors été décidé d'employer cet argent à aider des projets collectifs. Avec l'argent ils ont acheté le bâtiment du *Mehringhof* dans lequel ont été installés une vingtaine de projets autogérés. Au début des années quatre-vingt-dix, le *Netzwerk* a été le médiateur pour les occupations de maisons. Par la suite l'association s'est détachée des Verts dont elle était devenue proche. Elle a perdu de son importance dans les années quatre-vingt-dix. Actuellement le *Netzwerk* compte environ 600 membres.

Les groupes sans direction ni structure hiérarchique sont plébiscités comme étant la principale sinon l'unique forme d'organisation du mouvement alternatif. L'origine de cette idée se trouve dans la réaction naturelle à la société sur-structurée, à l'élitisme constant y compris dans les organisations de gauche. Pourtant, l'idée d'absence de structure est, selon Jo Freeman, activiste du mouvement féministe aux Etats-Unis dans les années soixante-dix, passée du stade de saine contre-tendance à celui d'une obligation. Elle estime que rejeter définitivement toute forme d'organisation comme étant oppressante est un obstacle au développement du mouvement et qu'aspirer à créer un groupe sans structure est illusoire⁷¹.

En effet, il n'existe pas de groupe qui n'ait aucune structure. Tout groupe de personnes qui, pour certaines raisons, s'unit pendant un temps déterminé et avec un objectif commun, se donnera inévitablement une forme de structure, comme conséquence des normes d'interaction entre ses membres même si elle est informelle et peut varier avec le temps. Un groupe a toujours une structure informelle ou cachée, implicite. Cette structure informelle crée les bases du développement d'élites. Le terme élitaire fait référence à un petit groupe de gens qui domine un groupe plus grand dont il fait partie, et qui agit fréquemment sans son consentement ou sa connaissance. Le fait que les élites soient informelles ne veut pas dire qu'elles soient invisibles. Dans la réunion d'un groupe quelconque, on peut se rendre compte de qui influe sur qui : les membres d'un groupe qui s'entendent le mieux s'écoutent plus

⁷¹ Jo Freeman, *La tyrannie de l'absence de structure*, livre de droit, Grenoble : ioskédition, 2001, p. 3.

attentivement, s'interrompent moins, cèdent plus volontiers. Les groupes sans structure favorisent souvent ceux qui établissent un rapport de pouvoir envers les autres. Il est cependant rare qu'un petit groupe essaie délibérément de s'accaparer un plus grand groupe à ses fins. Les élites dans les groupes du mouvement alternatif sont bien plus le fait involontaire d'un groupe d'amis, ou des membres plus anciens du projet. Ainsi une hiérarchie peut naître de différences de savoir ou d'ancienneté. Un projet ne peut être efficace tant qu'on écoute quelqu'un uniquement parce qu'il plaît ou fait autorité. Une autre conséquence négative est que le pouvoir de ces personnes ne leur est pas confié. Le problème est que les groupes du mouvement alternatif, en refusant de désigner des portes-paroles, a du mal à faire connaître sa position sur différents thèmes. Il y a toujours des personnes qui se retrouvent porte-paroles indépendamment de leur volonté et de leur acceptation par le mouvement. Les groupes sans structure sont souvent moins efficaces, manquent de cohésion et leur activité est restreinte au niveau local. La multiplication des assemblées générales est fatigantes⁷². Etant donné que le mouvement dans son ensemble est aussi peu structuré que la majorité des groupes qui le composent, il est susceptible autant qu'eux d'être influencé ou que quelqu'un parle en son nom sans légitimité. Moins un mouvement est structuré, moins il a de contrôle sur son processus d'expansion et sur les actions politiques dans lesquelles il s'engage, même si ses idées se diffusent. Dans le numéro de février 2005 du magazine *Barricada-Zeitschrift für autonome politik und Kultur*, il est averti des problèmes du refus de toute structure, qui peut poser des problèmes de démocratie, de contrôle, d'efficacité.

Une communication alternative

Le mouvement alternatif s'est doté d'un réseau d'information et de communication dès les années soixante-dix, entre autre en réaction au conservatisme ambiant et à l'intolérance de la presse Springer (*B.Z.*) qui stigmatisait les alternatifs. Ce réseau est constitué par des journaux, magazines, lettres d'information, brochures, maisons d'éditions, librairies, documentaires, radios, films, archives, points d'information (*Infoladen*⁷³) qui se trouvent

⁷² Dans le « Kleine Westberlin-Lexikon », au mot Plenum (Assemblée générale): « certains activistes de la scène à Berlin avaient une assemblée générale chaque jour: lundi l'AG de la colocation, mardi l'AG du magasin alternatif, mercredi l'AG du groupe de musique, jeudi la réunion du conseil d'occupation, vendredi l'AG interrégionale du groupe pour la paix, et le week-end la petite AG finale avec son ou sa partenaire. En AG, un bon fessier pour s'asseoir était finalement plus important que les bons arguments», in : Ulf Mailänder, Ulrich Zander (dir.), *op. cit.*, p. 209.

⁷³ Quelques points d'informations (*Infoladen*):

- Infoladen Daneben Liebigstr. 34, Berlin-Friedrichshain

souvent dans des collectifs d'habitations ou des centres socioculturels. Actuellement Internet se développe comme un moyen d'information efficace (un bon serveur alternatif est *nadir infosystem*). Le vidéoactivisme est une forme de communication alternative. Dans toutes les manifestations, notamment les manifestations altermondialistes, des reporters indépendants filment, photographient, puis diffusent leur travail sur des sites Internet, souvent en temps réel. L'objectif est de produire une information différente, issue de la base, des acteurs des luttes eux-mêmes. Un autre objectif des vidéoactivistes qui filment dans les manifestations est d'être les témoins des éventuels abus policiers et violences commises par les forces de l'ordre. Il y a à Berlin plusieurs ateliers de vidéos indépendants et autogérés (chacun est cameraman, régisseur, réalisateur et monteur), qui réalisent et distribuent des documentaires ou des magazines vidéos, sorte de chronique audio-visuelle de l'actualité, comme *AKkraak* (*akkraak.squat.net*), *KanalB* ou encore *Autofocus*. L'intérêt des gens pour ces centres de vidéo alternatifs a diminué car le paysage audiovisuel comprend désormais également d'excellents documentaires.

Toutes ces initiatives se comprennent comme une *Gegenöffentlichkeit*, c'est-à-dire une contre-tendance à la communication habituellement présente dans l'espace public. Il s'agit de diffuser des informations et idées qu'on ne trouve pas ailleurs, de relater une autre réalité que celle des médias classiques. Le concept a perdu de son intensité, car à l'époque effectivement il était difficile de trouver des informations alternatives. Actuellement Internet permet de trouver tout type d'information et les médias ont beaucoup évolué. Des sujets auparavant tabous, tels que le féminisme et l'homosexualité ont désormais leur place dans les médias classiques.

Une attitude fréquente des alternatifs vis-à-vis des médias est le refus de leur parler, de communiquer, né également du danger de la répression. Ce refus des médias est renforcé par l'idée que la médiatisation de certains mouvements ou de certaines actions peut être trompeuse, car les médias privilégient des petits groupes constitués qui maîtrisent les ficelles du discours médiatique. Ainsi des groupes sont survalorisés par rapport à la diversité des militants, et une crainte de la récupération émerge. Les paroles médiatiques sont des discours sur le mouvement, et non des discours qui émergent de la lutte. Le développement des médias alternatifs est profitable au mouvement étant donnée la maîtrise du contenu de l'information, de sa qualité et de sa diffusion. De plus, la communication devient aussi un axe de recherche en matière d'autonomie. En assumant la diffusion de l'information, le mouvement alternatif

-
- Infoladen Stattmitte, Brunnenstrasse 7, Berlin-Mitte
 - Infoladen de l'AJZ *La Casa*, Wurzener str. 6, Berlin-Hellersdorf

évite la récupération spectaculaire par la presse écrite et télévisée. Un autre inconvénient évité est la publication d'interviews écourtées, avec des phrases sorties du contexte, voire modifiées et un droit de réponse limité. « *Don't hate the media... become the media* » est la devise actuelle de l'information alternative, inventée par *Indymedia*⁷⁴. L'idée est de battre l'ennemi sur son propre terrain, d'être à la fois un médiateur et un multiplicateur. *Indymedia* se comprend comme un « réseau de média, émancipateur, indépendant et non commercial »⁷⁵. Il y a plus de cent centres de médias indépendants du réseau *Indymedia*, chacun est autonome, se finance et décide de son contenu seul. *Indymedia* a été créé lors des événements altermondialistes de Seattle en 1999 en marge du sommet de L'OMC et existe depuis 2001 pour l'Allemagne. C'est un rassemblement de journalistes, techniciens, vidéastes, qui se définissent comme des « activistes des médias »⁷⁶. *Indymedia* n'a pas de rédaction, c'est une plate-forme pour des chroniques libres et des informations de fond sur des thèmes sociaux et politiques actuels. La base doit directement pouvoir prendre la parole, la frontière doit s'effacer entre celui qui vit un événement, celui qui rapporte cet événement et le lecteur : « *Indymedia* est toujours une partie du mouvement dont il rend compte »⁷⁷.

Ces médias alternatifs essaient de proposer des alternatives à la communication de masse, notamment au niveau local. Il ne faut pas les comprendre comme un phénomène de communication politique isolé, mais comme une partie du mouvement alternatif. La presse alternative est composée de journaux et magazines de quartier, de ville ou de région, de magazines de théorie, de journaux anarchistes et autonomes, de fanzines musicaux, de journaux d'art, de photographie, de cinéma. Au niveau des buts, il s'agit de « libérer le consommateur de médias de sa passivité, de donner la parole aux concernés sans la déformer, de renforcer la communication du mouvement alternatif, d'évoquer des thèmes qui apparaissent trop rarement ou pas du tout dans les médias établis, de donner des informations locales sur les problèmes et intérêts communs, de représenter des idées qui ne trouvent pas leur place dans les médias »⁷⁸. Les médias alternatifs sont donc des médias traitant de sujets que la presse traditionnelle n'aborde pas ou rarement, ou des médias traitant de l'actualité avec un regard, des outils intellectuels ou idéologiques différents. Les médias alternatifs se préoccupent d'autres contenus et s'adressent également aux minorités qui sont exclus du

⁷⁴ Morjane Baba, *Guérilla Kit, ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes*, Paris : La Découverte, 2003, p. 60.

⁷⁵ www.de.indymedia.org/static/ms.shtml

⁷⁶ www.de.indymedia.org/static/fag.shtml

⁷⁷ www.de.indymedia.org/static/fag.shtml

⁷⁸ Kurt Weichler, *Die anderen Medien, Theorie und Praxis alternativer Kommunikation*, Berlin : Vistas Verlag, 1987, p. 12.

discours médiatique. Les domaines traités par les médias alternatifs sont l'histoire « qu'on ne trouve ni dans les musées ni dans les livres d'histoire »⁷⁹.

La communication alternative se construit sur différents éléments :

- **La suppression de la séparation entre communicant et récepteur** : Dans les médias établis, les informations sont dispensées sans qu'il y ait un échange avec les récepteurs, ou alors l'échange se limite à la publication des lettres de lecteurs (raccourcies). Pourtant la communication se comprend comme une relation verbale ou non verbale entre les hommes pour échanger des informations⁸⁰. Il ne s'agit pas seulement de distribuer l'information, mais de communiquer. Pour supprimer cette fixation des rôles en communicant/récepteur, le lecteur doit être actif et agir dans le processus de diffusion de l'information, il doit pouvoir participer, avoir un droit de réponse, il doit pouvoir s'intégrer au processus d'information. La communication peut ainsi être un échange et déboucher sur une rencontre.

- **La production d'authenticité** : le mouvement alternatif reproche aux médias de reproduire une réalité déformée, de s'attacher surtout à montrer l'exceptionnel, l'inhabituel, le sensationnel⁸¹. L'authenticité est atteinte lorsque les concernés peuvent parler sans que leurs paroles soient retravaillées. Ce ne sont pas des représentants, spécialistes qui discutent des thèmes, mais les gens concernés. Les expressions des concernés ne sont pas réduites à quelques citations marquantes. Le dialecte et la langue vulgaire utilisée par les interviewés est reproduite telle quelle. Le visuel des magazines alternatifs n'est pas toujours sobre (de nombreux collages fouillis), mais on renonce à imiter les médias qui rendent certaines informations plus attractives que d'autres par le biais du graphisme.

- **La liaison de la communication et de l'action** : Là où les médias établis ont tendance à agir en stabilisateurs du système, les médias alternatifs préconisent un changement de société. Ils choisissent des thèmes dans lesquels apparaît une possibilité de changement. Ainsi les médias alternatifs ne se contentent pas de rapporter des conflits sociaux et des polémiques politiques, mais ils sont un facteur agissant dans ces polémiques, ils essaient d'intervenir, d'influencer ces conflits, et poussent le récepteur à agir. Bien entendu cette forme de communication n'est pas objective et prend parti. Mais les journalistes alternatifs, qui sont bien souvent des autodidactes, estiment que les journalistes classiques font également transpirer leur opinion, sont de parti pris pour ceux qui ont le pouvoir. Le choix de relater ou non tel événement est toujours un parti pris. Il n'y a pas d'information objective et vide

⁷⁹ Kurt Weichler, *op. cit.*, p. 69.

⁸⁰ *Ibid*, p. 15.

⁸¹ *Ibid*, p. 109.

d'opinion, donc la séparation des faits et du commentaire habituelle dans les médias allemands n'est pas reproduite dans les médias alternatifs.

- **La propagation d'informations non reproduites dans les médias établis** : c'est-à-dire les informations qui sont tuées par les médias, faussées, manipulées ou encore sorties du contexte. Ce ne sont pas seulement les informations cachées, mais aussi celles auxquelles n'est accordée aucune considération par les médias car elles leur semblent non actuelles ou inintéressantes. La nécessité de rentabilité des médias les pousse à orienter la communication par rapport aux goûts du public et non par rapport à la fonction informative. Les médias alternatifs donnent la possibilité de rendre publiques des idées et actions du mouvement alternatif qui ne seraient pas relatées sinon.

Les médias alternatifs sont des projets autogérés, des collectifs de rédacteurs. La distribution se fait de manière directe (notamment par le biais d'Internet ou encore d'abonnements) ou par les lieux alternatifs, dans les festivals, dans les cafés. On peut se demander qui sont les lecteurs, si ça touche un plus large public que le mouvement alternatif. Ces journaux ne sont pas vendus en kiosque, il faut en général déjà être dans un lieu alternatif pour les trouver, même si Internet change un peu la donne.

Certains médias alternatifs sont des médias subversifs, considérés comme extrémistes par les autorités publiques. Le journal alternatif berlinois *Radikal*, qui est désormais à une adresse mystérieuse (une poste restante à Amsterdam et une adresse fantaisiste: Solidaritätsweg 27, 46650 Besserleben) est considéré comme un journal extrémiste par les autorités publiques et est régulièrement en procès depuis sa création. Le premier numéro de *Radikal* paraît en 1976 et connaît son premier procès en 1978 pour calomnie envers un défunt (un article retraçant la vie du procureur assassiné Siegfried Buback en des termes peu élogieux). Dans les années quatre-vingt les médias alternatifs font l'objet d'une forte surveillance, le fait de publier les déclarations de grève de la faim des prisonniers de la RAF provoquait par exemple des perquisitions. Depuis 1984, le *Radikal* est produit et distribué en cachette. En 1995, il y a eu 55 perquisitions dans toute l'Allemagne, dont le *Radikal* fut en partie l'objet⁸². En mars 2005, deux appartements ont été perquisitionnés et deux personnes emprisonnées pour avoir distribué le journal.

Les articles de loi utilisés à l'encontre des médias considérés comme extrémistes sont essentiellement l'article 130a (« Incitation à commettre un acte illégal »: toute personne qui, dans un écrit, donne des instructions pour servir un acte illégal, qui diffuse, expose

⁸² 20 Jahre radikal. Geschichte und Perspektiven autonomer Medien, Hamburg/Berlin/Münster : Verlag Libertäre Assoziation, Unrast-Verlag, Schwarze Risse/Rote Straße, Edition ID-Archiv, 1996, p. 192.

publiquement, affiche, présente, ou alors rend accessible un écrit qui dans son contenu est destiné à inciter ou éveiller la disposition d'autres personnes à commettre cet acte, est passible d'emprisonnement ou d'une amende) et l'article 90a du code pénal (« Injure envers l'Etat et ses symboles » : toute personne qui, lors d'un rassemblement ou par la propagation d'écrits, insulte, avilit ou est malveillant envers la République fédérale d'Allemagne, un de ses Land, son ordre constitutionnel, ses couleurs, son drapeau ou son hymne, est passible d'emprisonnement ou d'amende⁸³). Les sites proposant des liens sur Internet conduisant à des sites publiant des écrits illégaux sont également sujets à poursuite.

Archives du mouvement

La communication alternative, c'est aussi la transmission de l'histoire des luttes politiques et sociales de gauche. C'est également l'idée d'une mémoire collective. C'est dans ce sens que travaillent les maisons d'éditions et les bibliothèques d'archives du mouvement. Ces archives se comprennent comme une partie des mouvements sociaux, sont dirigées vers des individus actifs politiquement et moins vers le public habituel des bibliothèques et archives (chercheurs, documentalistes). L'écriture de l'histoire du mouvement alternatif utilise en majorité la méthode de l'histoire orale, par le questionnement de témoins et acteurs comme source principale et point de départ de la réflexion. Les activistes de la recherche historique ont comme devise : « creuse où tu te trouves »⁸⁴, ils étudient souvent l'histoire de leur propre quartier ou d'un projet qui leur est familier. Le problème est que le fait d'être partie prenante dans les événements oriente l'écriture de l'histoire. L'idée est de relater le quotidien des alternatifs : Tout comme on mène une politique du quotidien, on fait de l'histoire du quotidien. C'est une caractéristique des livres sortis dans les années soixante-dix et quatre-vingt, il y a beaucoup de témoignages, c'est au lecteur de construire sa réflexion sur les pistes données. Ces livres ont souvent si peu de distance et de perspective générale qu'ils ont peu d'utilité actuellement. Les instituts de recherche sociale s'intéressent aussi au mouvement alternatif et à son évolution, par exemple le sociologue Dieter Rucht du *Wissenschaftszentrum Berlin* publie principalement sur les nouveaux mouvements sociaux et contestataires. Cependant il lui est reproché de dépolitiser le mouvement dans ses analyses, en

⁸³ dejure.org/gesetze/stgb

⁸⁴ « Grabe, wo du stehst », Bernd Hüttner, Gottfried Oy, Norbert Schepers, « Vorwärts und viel vergessen. Bewegungsgeschichtsschreibung zwischen Mangelökonomie und Desinteresse ? », in : Bernd Hüttner, Gottfried Oy, Norbert Schepers (dir.), *ibid.*, p. 9.

ramenant la motivation principale à une sensibilité des individus pour la contradiction et le conflit⁸⁵.

Parmi ces archives du mouvement :

La maison d'édition autogérée *Assoziation A*, qui regroupe la maison d'édition *Schwarze Risse* de Berlin, *Rote Strasse* de Göttingen et *Libertäre Assoziation* de Hambourg, publie des livres sur l'histoire et l'actualité des radicaux de gauche, et sur des thèmes subversifs, ou encore sur des événements peu relatés ou analysés habituellement dans les livres (voir la librairie au *Mehringhof*, important centre alternatif, Gneisenaustrasse 2).

L'association *Umbruch Bildarchiv* est une archive de photographies et un centre de vidéo sur des événements et luttes politiques de gauche contenant 20000 images libres de droit. Depuis 1999 l'association est présente sur Internet et rapporte les événements actuels avec des photographies et des vidéos⁸⁶. Le projet a émergé dans l'idée de lutter contre la « sous-exposition du mouvement de gauche » et pour qu'il n'y ait pas que des textes ou des témoignages oraux des luttes menées par la gauche, mais aussi des images. Le travail d'archive ne doit pas être limité à la collection de photographies et vidéos, mais ces images doivent être une part de la contestation, les acteurs de la contestation doivent s'y reconnaître⁸⁷. *Umbruch* ne doit pas seulement être une archive mais a une volonté d'intervenir, c'est pourquoi ils réalisent également des vidéos sur des thèmes actuels. Même si ils touchent plutôt des gens déjà intéressés, tous ces projets de vidéoactivisme ont provoqué un accroissement de l'intérêt des médias classiques pour les conditions des réfugiés par exemple.

La bibliothèque et archive *Papiertiger* (cuvrystrasse 25 à Kreuzberg), contient 9000 ouvrages, l'archive de journaux et magazines compte 3500 titres, dont 400 titres étrangers ; dans 2300 classeurs sont rangés des tracts, articles de presses, copies de textes, brochures ; enfin 3000 affiches sont répertoriées. Ils archivent toutes sortes de matériaux imprimés sur et par les mouvements sociaux de tous les pays. Selon son tract, *Papiertiger* est une archive « du mouvement, pour le mouvement ». L'association considère le travail collectif sur des événements historiques comme primordial afin que des processus d'enseignement intergénérationnels émergent. Un mouvement politique ne peut être fructueux si les acteurs n'apprennent pas de leur propre histoire et de leurs défaites. En tant que bibliothèque et archive des mouvements sociaux, *Papiertiger* contribue au travail sur l'histoire, dans le sens

⁸⁵ AG Grauwacke, « Autonome in Bewegung, Reflexionen über ein Geschichtsprojekt von unten », in : Bernd Hüttner, Gottfried Oy, Norbert Schepers (dir.), *Ibid.*, p. 76.

⁸⁶ www.umbruch-bildarchiv.de

⁸⁷ Journal « Berlin von unten », numéro 8, automne 2004, p. 24.

où il remplit la fonction de « mémoire pour la gauche » en rassemblant du matériel utile à un travail historique.

Un mouvement social

Les sociologues ainsi que les acteurs du mouvement alternatif le classent dans les mouvements sociaux. Le concept de mouvement social, *soziale Bewegung*, a été introduit par le philosophe et juriste allemand Lorenz von Stein en 1850 pour désigner un ensemble d'actions et de comportements collectifs visant à transformer l'ordre social⁸⁸. Selon la définition du sociologue Joachim Raschke, le mouvement social est « un acteur collectif mobilisateur, qui poursuit le but d'induire ou d'empêcher un changement social, avec une certaine continuité, sur la base d'une intégration symbolique forte et d'une faible spécification des rôles, au moyen de formes d'organisation et d'action diverses »⁸⁹. Pour le sociologue français Erik Neveu, le terme de mouvement social désigne les formes d'action collective concertée en faveur d'une cause. Selon l'analyse de Alain Touraine, pour avoir le statut de mouvement social, une mobilisation doit être capable de définir clairement un adversaire social et de former un projet qui porte la vision d'une autre organisation sociale et non d'une simple revendication ponctuelle⁹⁰. La problématique du mouvement social est donc d'abord liée à celle de l'action collective et du changement social. On peut parler d'un mouvement social quand des groupes de protestation développent une identité collective et disposent d'une base mobilisable, d'une part par la constitution d'une vue commune du problème et des buts à atteindre, et par un minimum d'organisation, de cohésion. C'est le cas du mouvement alternatif, qui a une identité marquée, des revendications et valeurs communes, et une structure d'organisation en réseau.

Les mouvements sociaux ont pour but le changement de comportements sociaux et politiques considérés par de grands groupes comme une oppression, comme déraisonnables et injustes ou, dans le cas de contre-mouvements, pour éviter des changements. Le changement voulu peut être radical ou réformiste. Certains mouvements font prévaloir une logique utilitariste (les revendications portent par exemple sur une augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail), d'autres mouvements sont centrés sur des valeurs, entendent

⁸⁸ Gilles Ferréol, *Vocabulaire de la sociologie*, Paris : Presses Universitaires de France, 1995, p. 79.

⁸⁹ Joachim Raschke, « Zum Begriff der sozialen Bewegung » in : Roland Roth, Dieter Rucht (dir.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort : Campus Verlag, 1987, p. 21.

⁹⁰ Erik Neveu, *op. cit.*, p. 9.

promouvoir d'autres idéaux, c'est plutôt le cas du mouvement alternatif. Mais la distinction n'est pas toujours nette, il n'y a pas toujours de contradiction.

Tout mouvement social qui tente de s'inscrire dans la durée pour atteindre ses objectifs est confronté à la question de l'organisation, à la nécessité de coordonner ses actions et rassembler ses ressources. Il n'existe pas sans un minimum d'organisation qui lui permette une certaine permanence et des actions stratégiques. Les mouvements sociaux ne sont cependant pas toujours définis par une forme d'organisation particulière. Ils se différencient à la fois des mouvements de révolte sporadiques et des partis, groupes d'intérêts et associations institutionnelles. En dehors de l'appartenance formelle (adhésion), de nombreuses formes de participation sont possibles. Le mouvement social est toujours plus que les organisations qu'il recouvre. L'organisation permet la continuité, la coordination, l'initiative également, mais sans l'action irrégulière et spontanée d'actifs en dehors de l'organisation, elle ne serait pas un mouvement social. La particularité du mouvement social tient justement à l'effet d'alternance entre les organisations et les parties fluides du mouvement⁹¹. Une des caractéristiques du mouvement social est d'avoir une structure en réseau. Friedhelm Neidhardt décrit la forme décentralisée, souple et ouverte de la socialisation des mouvements sociaux comme des réseaux mobilisés de groupes sociaux et même comme « réseau mobilisé de réseaux »⁹², ce qui définit bien le mouvement alternatif. Les mouvements sociaux peuvent se fixer comme unique objectif l'action sur les autorités publiques ou privées, ou s'orienter prioritairement vers les adhérents ou usagers du mouvement sous forme de prestations de service, d'offres de biens. Le mouvement alternatif est caractérisé par les deux formes d'orientation, il fait appel aux pouvoirs publics, s'adresse à l'opinion publique, mais est également très orienté vers l'entraide à l'intérieur du mouvement.

La mobilisation est une condition d'existence du mouvement social. La recherche permanente et active de soutien, le fait de rester en mouvement, est une caractéristique du mouvement social. En sociologie politique, la mobilisation est le processus par lequel les individus sont conduits à se rassembler pour agir. Le mouvement alternatif partage avec les mouvements sociaux le fait que le nombre de personnes qui y sont intégrées en dit peu sur leur influence réelle, sur leur capacité de mobilisation.

Le sociologue Joachim Raschke évoque dans sa définition la forte intégration symbolique qui caractérise les acteurs du mouvement social. Le groupe qui se constitue en

⁹¹ Joachim Raschke, *op. cit.*, p. 27.

⁹² Karl-Werner Brand, « Kontinuität und Diskontinuität in den neuen sozialen Bewegungen » in : Roland Roth, Dieter Rucht (dir.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort : Campus Verlag, 1987, p.281.

mouvement social est en effet caractérisé par un fort sentiment d'appartenance, d'affinités, de cohésion. Cela se manifeste entre autre dans la mode, dans le langage, dans l'habitat, dans les fréquentations, dans les symboles politiques. Les principes d'identité et d'opposition jouent un rôle primordial.

Les groupes appartenant à des mouvements sociaux ne sont pas seulement médiateurs du changement social, ils ne sont pas l'expression passive de tendances de la société au changement, ils sont bien plus acteurs, qui interviennent activement sur le cours des choses. Ces acteurs forment une cohésion autour d'actions collectives. Les personnes agissant au sein d'un mouvement social forment un acteur collectif, avec des buts et des motifs communs. Il ne s'agit pas d'une masse de personnes touchées par un événement commun qui se révoltent, comme dans le cas d'une famine. Les processus de diffusion culturelle sont également à distinguer des mouvements sociaux. Même si il y a du collectif dans les phénomènes de mode, de diffusion de style de vie, il n'y a pas d'intention explicite de coopération, d'action concertée ; il ne suffit pas qu'un comportement se diffuse pour y lire une volonté de peser collectivement sur les formes de vie sociale⁹³. Ils jouent cependant un rôle dans la construction d'identités, d'univers symboliques sur lesquels peut s'appuyer l'émergence d'un mouvement. Les phénomènes de diffusion culturelle peuvent être des indicateurs ou des vecteurs possibles de mouvements sociaux.

Les nouveaux mouvements sociaux

Cette notion fait référence à deux phénomènes imbriqués : il s'agit d'une désignation des formes et types originaux de mobilisation qui émergent dans les années soixante et soixante-dix, et il s'agit aussi d'une théorie qui cherche à renouveler l'analyse des mouvements sociaux, une réflexion sur l'avènement d'une société postindustrielle⁹⁴. La thématique des nouveaux mouvements sociaux est inséparable des mobilisations contestataires qui naissent à la fin des années soixante. Ainsi le mouvement alternatif est, tout comme le mouvement écologiste ou le mouvement pacifiste, fréquemment désigné comme faisant partie de ces nouveaux mouvements sociaux.

⁹³ Erik Neveu, *op. cit.*, p.7.

⁹⁴ Erik Neveu, *op. cit.*, p.26.

La plupart des analystes des nouveaux mouvements sociaux identifient plusieurs dimensions d'une rupture avec les mouvements anciens (syndicalisme, mouvement ouvrier)⁹⁵ :

1. Au contraire du mouvement des travailleurs, fortement institutionnalisé, organisé de manière centralisée et dans des formes liées à un modèle politique corporatif, les nouveaux mouvements sociaux montrent une structure segmentée, décentralisée, organisée de manière autonome à la base et en réseaux. Les principes d'autonomie, d'autogestion, de l'articulation authentique des nécessités et des intérêts, occupent une place centrale. La structure hiérarchique, l'institutionnalisation, la bureaucratisation et la professionnalisation sont en effet rejetées comme des instruments de domination.

2. Un deuxième clivage réside dans les valeurs et revendications qui accompagnent la mobilisation. Les mouvements sociaux classiques portaient avant tout sur la redistribution des richesses, l'accès aux décisions. La cause des problèmes mis en avant par ces nouveaux mouvements ne se trouve plus seulement dans la société de classe mais dans les conséquences contre-productives de la croissance industrielle ou dans une demande de libéralisation des mœurs. Leurs revendications sont souvent non négociables (fermeture d'une centrale nucléaire), et comportent une forte dimension expressive, d'affirmation de styles de vie ou d'identités (ex. *gay pride*). Les nouveaux mouvements sociaux essaient de faire valoir un nouveau modèle d'orientation, par la critique des structures de domination, l'essai de faire passer des nouvelles interprétations des problèmes et des situations, la révolte contre l'individualisme et l'anonymat de la société, ainsi que la preuve de possibles formes alternatives de la vie en société. Les nouveaux mouvements sociaux se singularisent aussi par une inventivité dans la mise en œuvre de formes peu institutionnalisées de protestation, leur adjoignant souvent une dimension ludique.

3. Enfin la nouveauté de ces mouvements sociaux serait liée à l'identité de leurs acteurs. Les nouvelles mobilisations ne se définissent plus comme expression de classes, de catégories socio-professionnelles (ouvriers, paysans). Se définir comme homosexuel, écologiste, pacifiste, renvoie à d'autres principes identitaires. A la variable PCS⁹⁶ se substituent d'autres catégories comme l'âge (les étudiants), le sexe ou l'identité sexuelle (féminisme, mouvement

⁹⁵ Voir Erik Neveu, *op.cit.*, et Karl-Werner Brand, « Kontinuität und Diskontinuität in den neuen sozialen Bewegungen » in : Roland Roth, Dieter Rucht (dir.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort : Campus Verlag, 1987.

⁹⁶ Professions et Catégories Socioprofessionnelles : classification de la population en un nombre restreint de catégories présentant une certaine homogénéité sociale sur la base de critères professionnels, tels que type de métier, secteur d'activité, statut juridique et économique, position hiérarchique, qualification. Jean-François Couet, Anne Davie, Alice Le Flanchec (dir.), *op. cit.* , p. 70.

gay et lesbien), la qualité de vie (l'écologie). Mais le poids constant des classes moyennes et la persistance de clivages sociaux traditionnels se trouvent aussi au sein de formes inédites de mobilisation⁹⁷.

Les travaux de l'américain Ronald Inglehart en 1977 sur la « révolution silencieuse » du postmatérialisme apportent un arrière-plan à l'analyse des nouveaux mouvements sociaux. Cette théorie évoque le passage du matérialisme au post-matérialisme. Sa thèse centrale souligne que, dans les sociétés occidentales, la satisfaction des besoins matériels et physiques de base pour l'essentiel de la population déplace les demandes vers des revendications plus qualitatives de participation, de qualité de vie. Inglehart associe aussi ce glissement postmatérialiste des attentes à la valorisation des questions identitaires, de la quête de soi. Il s'agit d'un changement des valeurs fondamentales des individus, qui affecte tous les domaines (croyance, travail, famille). Le dénominateur commun de ces changements est une nouvelle valeur : la recherche d'épanouissement personnel. Le travail acharné, la réussite professionnelle, le fait de fonder une famille ne sont plus des valeurs prioritaires. Inglehart voit dans les nouveaux mouvements sociaux une mobilisation caractéristique de nouvelles tendances culturelles et le signe d'une mutation sociale, d'une ère sociale nouvelle. Dans les représentations et les ébauches pratiques d'une vie alternative, les modèles prédominants dans la société (ordre, discipline, travail) sont remplacés par l'accent mis sur les exigences psychiques, sociales et esthétiques.

Le concept de nouveau mouvement social a ses critiques. Selon Erik Neveu, un travers réside dans une fascination pour l'objet de l'analyse et dans une impatience à théoriser l'immédiat⁹⁸. De plus les thèmes et buts ne sont pas vraiment nouveaux. La lutte pour l'autonomie, l'émancipation, a une longue histoire. Comme je l'ai déjà évoqué, le mouvement alternatif a ses précurseurs dans le mouvement de la *Lebensreform* de la fin du début du 19^{ème} siècle. La propagation rapide et soudaine de projets, styles de vie et de travail alternatifs peut être prise pour un nouveau point culminant dans la longue histoire des volontés de réformer la façon de vivre et des communautés. Les nouveaux mouvements sociaux paraissent nouveaux car leur préhistoire a été éclipsée par la rupture des douze années de pouvoir nazi. Les nouveaux mouvements sociaux thématisent des problèmes qui connaissent, dans une continuité historique, une nouvelle actualisation, et expriment une nouvelle étape dans les courants anti-modernistes, émancipateurs et autonomes. Les formes d'actions des nouveaux mouvements sociaux sont considérées comme innovantes or on retrouve aussi des traits

⁹⁷ Erik Neveu, *op. cit.*, p. 67.

⁹⁸ Erik Neveu, *op.cit.*, p. 38.

communs dans les mobilisations anciennes (par exemple les occupations d'usine, le sabotage au 19^{ème} siècle). On peut également observer qu'une part des nouveaux mouvements ont subi des processus d'institutionnalisation avancés (ex. l'écologisme).

La démarche tourainienne d'«intervention sociologique», qui force les acteurs à définir le mouvement, à expliciter le sens de leur action, les observations des sociologues sur le terrain des luttes sociales devant permettre aux acteurs d'améliorer leurs actions, a pu aussi conduire à des erreurs, la frontière entre acteurs et analyses devenant poreuse. Cependant, ce courant est d'importance dans les progrès récents de l'analyse. L'objectivisme des approches des mouvements sociaux laisse souvent inexplorées l'expérience vécue, les émotions et motivations ; la réflexion sur les nouveaux mouvements sociaux vient réhabiliter une analyse des dimensions culturelles et idéologiques de la mobilisation, de son contexte politique aussi. L'attention portée à l'organisation d'un mouvement, aux moyens disponibles, a parfois fait oublier une des conditions de la mobilisation et de sa compréhension : le rôle des croyances, du sentiment d'injustice, de la conviction du bien-fondé de la contestation⁹⁹.

L'arène des conflits sociaux

L'action et le conflit social¹⁰⁰ caractérisent les mouvements sociaux. Un mouvement social et son thème apparaissent dans l'espace public comme facteurs politiques uniquement lorsque ses acteurs réussissent à provoquer des conflits et mener des actions. Selon Erik Neveu, les mouvements sociaux portent leurs actions dans une arène : il définit une arène comme un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lesquels les forces sociales peuvent se faire entendre, obtenir des réponses. Une arène est un espace de mise en visibilité¹⁰¹. Les mouvements sociaux peuvent utiliser les arènes sociales institutionnalisées comme les médias, les tribunaux, les élections, le conseil municipal, mais ils sont aussi les producteurs d'une arène spécifique, celle des conflits sociaux, à travers les grèves, manifestations, boycotts. L'un des traits singuliers de cette arène est qu'elle est un espace d'appel à la mobilisation, à l'opinion publique. Cette arène est un espace d'accès aux arènes institutionnelles. Mais il faut se méfier : décrire les mouvements sociaux comme producteurs d'une arène singulière où s'expriment des revendications qui ne trouvent pas d'accès ou de solution dans les arènes institutionnelles revient à identifier les mouvements sociaux aux

⁹⁹ Erik Neveu, *op.cit.*, p. 68-73.

¹⁰⁰ Conflit social : affrontement ou antagonisme entre acteurs collectifs sur des enjeux économiques, politiques ou sociaux. Jean-François Couet, Anne Davie, Alice Le Flanchec (dir.), *op. cit.*, p. 160.

¹⁰¹ Erik Neveu, *op.cit.*, p. 16.

seules mobilisations de groupes dominés, exclus, marginaux. Faut-il considérer que les mouvements sociaux sont les armes des faibles réduits à manifester et à faire grève faute de pouvoir être entendus par des voies plus institutionnelles ? Pour Neveu il n'existe pas de groupes assignés en permanence au statut de dominé. Que des groupes subissent, en des moments historiques donnés, une forme de cumul de situations de domination économique, culturelle, politique, constitue un fait. Mais si les formes de la domination sont plurielles, elles n'existent que relativement, c'est-à-dire qu'on est toujours dominant de quelqu'un, et dominé par quelqu'un¹⁰². Mais l'auteur répond finalement positivement à la question : les mouvements sociaux constituent une arme des groupes, qui, dans un espace social et un temps donnés, sont du mauvais côté des rapports de force¹⁰³. Il existe bien un lien entre la position de dominé et le recours à des formes moins institutionnalisées, moins officielles de prise de parole (il n'est en effet pas courant d'assister à une manifestation d'énarques ou à des sit-in de PDG).

A plusieurs égards le mouvement alternatif ouvre un nouveau terrain de conflit. Une première ligne de conflit se trouve dans la contestation de la bureaucratisation, de l'automatisation, du contrôle. Il y a en effet un hiatus entre d'un côté l'évolution de l'individualisme et de l'autre un système de régulation et de contrôle de la société toujours plus technocratisé et désincarné. La contestation émancipatrice contre les normes et les structures d'autorité traditionnelles, la recherche de nouvelles formes de société avec un nouveau sens et une nouvelle identité, l'émergence d'un spectre varié de styles de vie marginaux, tout cela apporte la conscience de l'élargissement des possibilités de se définir individuellement.

Une deuxième ligne de conflit se trouve dans la lutte politique et culturelle pour une manière de vivre plus supportable socialement et écologiquement, pour la définition de buts d'évolution de la société, pour les moyens et chemins de sa réalisation. Le questionnement de l'évolution industrielle ainsi que de la direction politique et sociale de cette évolution (technocratie contre démocratie par la base) sont également devenus un thème politique récurrent dans le débat public.

Il n'apparaît pas seulement des nouveaux acteurs de la société, des nouvelles valeurs et modèles et des nouvelles lignes de conflit ; les formes qui portent ces conflits, les formes dans lesquelles les nouveaux acteurs essaient de faire valoir leurs besoins et intérêts, apparaissent également nouvelles. Le mouvement social n'est pas basé principalement sur une forme

¹⁰² Erik Neveu, *op.cit.*, p. 18.

¹⁰³ Erik Neveu, *op.cit.*, p. 18.

d'action, qu'elle soit de type institutionnalisée ou du type action directe. Cependant il existe une affinité particulière entre les mouvements sociaux et les formes d'action non-conventionnelles. Les acteurs des mouvements sociaux ne sont en effet pas seulement des gens qui pensent autrement (*Anders-Denkende*), mais aussi de manière large des gens qui agissent autrement (*Anders-Handelnde*). Tant que la voie institutionnelle est bloquée, les mouvements sociaux essaient de réaliser leurs aspirations à travers des actions directes (violentes et non-violentes).

L'historien et sociologue américain Charles Tilly a élaboré la notion de répertoires d'action collective pour suggérer l'existence de formes d'action propres aux mouvements sociaux. Tilly cerne tout d'abord les répertoires typiques d'avant la révolution industrielle, et dégage trois traits : les actions protestataires se dégagent dans l'espace local, vécu, elles fonctionnent souvent par détournement ou parasitage des rituels sociaux préexistants (par exemple par une violence exercée contre un mannequin de paille dont le costume est celui d'une autorité), et enfin il y a une dimension de patronage, c'est-à-dire que les groupes mobilisés cherchent le soutien d'un notable local, soit comme intermédiaire auprès des autorités, soit comme protecteur. Vers le milieu du 19^{ème} siècle, le répertoire subit des modifications, il élargit son champ d'action géographiquement, s'adressant au pouvoir central, la contestation acquiert une autonomie croissante, s'émancipant des notables et du clergé, se prenant en charge sous forme de syndicats et associations, les formes sont plus abstraites, les programmes et slogans l'emportent sur l'usage de symboles. L'invention de formes nouvelles d'action s'accompagne de la survivance d'anciens registres protestataires¹⁰⁴. On peut s'interroger sur l'émergence actuelle d'une troisième génération de répertoires depuis l'apparition d'une dimension internationale des mobilisations et de la montée des logiques d'expertise (nécessité pour les groupes de mobiliser les arguments de la science, des projets chiffrés, des sondages). On peut observer que la dimension symbolique dans les actions menées réémerge sous des formes inédites dans les mouvements sociaux actuellement, à travers la systématisation d'un travail volontaire de mise en scène, de construction d'images autour des groupes et des causes.

¹⁰⁴ Erik Neveu, *op.cit.*, p. 19-21.

Un mouvement politique

Le concept de mouvement politique est souvent utilisé à la place de mouvement social. Comme le mouvement social est caractérisé par l'aspiration à des changements structurels, chaque mouvement social est aussi un mouvement politique. Un mouvement social se veut un acteur politique, le conflit social est transformé en un thème politique. Un mouvement politique intervient dans l'espace public et se tourne vers les autorités. Les formes d'action collective qui visent à répondre à un problème dans des projets d'entraide ont un statut à part, car ils contournent le conflit, refusent l'affrontement. Il faut cependant les analyser en lien avec les mouvements sociaux et politiques dont ils constituent un complément et une alternative. C'est là toute la particularité du mouvement alternatif, qui présente deux tendances : des groupes tournés vers la société, qui font appel aux autorités, cherchent à propager leurs idées auprès du plus grand nombre, et une tendance au repli, à la marginalisation, au radicalisme, notamment dans certaines maisons occupées. Le mouvement alternatif résulte aussi du fait que beaucoup se sont détournés de la politique et du militantisme pour pratiquer des modes de vie alternatifs, une entraide à petite échelle. La valorisation de l'autonomie et le culte de l'immédiateté changent les objectifs, qui ne sont plus seulement de faire appel à l'Etat ou de le dénoncer auprès de l'opinion publique, mais de construire contre lui des espaces d'autonomie, de réaffirmer l'indépendance de formes de sociabilité privées contre son emprise.

L'approche classique du politique se concentre sur la sphère de l'Etat, cependant il est possible de considérer comme politique tout ce qui relève des normes de la vie en société ; ainsi tout est politique et tout acte quotidien peut être politique. La lutte pour une hausse des salaires ne soulève-t-elle pas la question de la répartition sociale des richesses ? Le fait d'être végétarien n'est-il pas une critique du système de production et de consommation ? Le mérite de ce point de vue est de rappeler les rapports de pouvoir et de sens qui s'investissent dans les actes les plus banals du quotidien. Le mouvement alternatif a une conscience aiguë de la portée politique que peuvent avoir certains actes du quotidien. Introduire le politique dans le quotidien, c'est effectivement faire de la politique.

Les groupes alternatifs mènent une « politique de la première personne »¹⁰⁵, qui pousse à une intégration du sujet dans le processus du changement social : un changement plus global de la société commence par un changement de sa propre façon de vivre. Le fait

¹⁰⁵ Lothar Kolenberger, Hanns-Albrecht Schwarz, *Die alternative Bewegung in West-Berlin. Eine Bestandsaufnahme*, Berlin : Institut des sciences sociales de la Freie Universität, 1982, p. 29.

d'expérimenter d'autres formes de socialisation, de travail et de vie est vécue par les acteurs du mouvement alternatif comme une action politique, une autre façon de porter ses revendications. La tentative d'opérer immédiatement et de manière pratique des changements, d'expérimenter, de se confronter aux comportements dominants et de construire une critique, une réflexion, de consciemment ne plus collaborer entièrement à la société normalisatrice, tout cela fait du mouvement alternatif un mouvement politique. Les formes alternatives de vie sont politiques, car elles se confrontent à la société existante, et ont de l'effet à l'intérieur d'elle, cela non pas en voulant porter de manière abstraite dans les masses une conscience anticapitaliste, mais par le changement pratique, la créativité sociale, la confrontation concrète avec les structures de la société existantes et les comportements qui en découlent. Le mouvement alternatif veut remplacer les comportements de travail et de vie par l'auto-organisation et l'autogestion généralisée¹⁰⁶. Les alternatifs pensent qu'il serait illusoire de croire qu'on peut changer les structures de la société avec les partis, les élections, ou via la bureaucratie et l'Etat, que le changement ne peut arriver que par la pratique immédiate dans le quotidien, par le changement dans les faits des formes de vie et de travail, par l'expérience individuelle.

Le mouvement alternatif s'efforce de développer à la fois une critique radicale de la société et des nouvelles formes de socialisation. D'un côté le mouvement est attaché à promouvoir des idéaux, de l'autre il aspire à une réalisation concrète et immédiate des idéaux. Le sens politique de ces groupes renvoie à la volonté de développer des alternatives ici et maintenant, qui soient une esquisse de la société future telle qu'ils la souhaitent. Pour avoir une telle volonté, il faut avoir développé une critique et une réflexion politique. En marge des acceptions traditionnelles de la politique comme tentative d'influencer les structures de décisions existantes par la réforme, ou comme volonté de profondément transformer ou mettre à bas ces structures par la révolution, l'alternative est mise en valeur (aspiration à l'immédiateté, à l'immersion totale du sujet agissant dans le processus du changement). La volonté d'intervention sociale est un élément politique. Le mouvement alternatif veut de la politique concrète, le seul dogme qu'il suit de manière intransigeante est celui du faire et de l'agir. On peut parler d'une révolution du quotidien, ou d'une révolution au quotidien.

Le mouvement alternatif est un mouvement de participation politique, c'est-à-dire toutes les actions individuelles et volontaires de citoyens dans l'intention d'influencer soit directement soit indirectement les choix politiques à différents niveaux du système politique,

¹⁰⁶Joachim Hirsch, *op.cit.*, p. 121.

selon une définition du sociologue Joachim Schild¹⁰⁷. La participation politique peut être conventionnelle, dans un cadre constitutionnel, par exemple l'appartenance à un parti, un syndicat, à un groupe d'intérêt structuré (*lobby*) ou à une association déclarée ; elle peut être non conventionnelle, par exemple par la désobéissance civile, la violence politique, les grèves sauvages, les manifestations illégales, le refus de payer loyer et impôts ou par l'occupation de bâtiments. Dans le mouvement alternatif sont présentes les deux dimensions de participation politique citées, car on y trouve aussi bien des associations déclarées et des formes d'action comme la manifestation légale, donc un cadre officiel, et la pratique des comportements de participation non conventionnelle y est largement répandue. Le mouvement alternatif pratique à la fois des actions démonstratives (légales et sans violence comme le boycott, la pétition, les manifestations) et des actions de confrontation (c'est-à-dire non-violentes mais illégales comme le refus de payer loyer, impôts, l'occupation de bâtiments, les manifestations illégales, les actions subversives). Enfin, certains groupes alternatifs pratiquent des actions de violence politique, mais ils sont très minoritaires. Si le temps de la RAF est bien révolu et les autonomes décidés à ne pas user de la violence envers des personnes, le *Black Bloc* pratique cependant la destruction de matériel et de vitrines pendant les manifestations et attaque violemment les policiers.

Les projets développés par le mouvement alternatif forment une infrastructure pour leur politique. Ils sont les moyens utilisés pour faire de la politique. Cela concerne toutes les structures et tous les lieux où sont propagées les idées politiques du mouvement alternatif, où est créée une conscience, une agitation politique (journaux, maisons d'éditions, collectifs, cafés, cinémas, galeries, services d'information et de conseil...). Mais plus encore qu'une infrastructure, les projets alternatifs représentent une nouvelle forme complémentaire de politique. Dans le mouvement alternatif la politique n'est pas seulement portée par le moyen des projets, elle lui est intrinsèque. Il ne s'agit pas seulement d'avoir des positions politiques, mais également d'agir et de vivre en cohérence avec ses convictions.

Le mouvement alternatif est un mouvement de gauche, ses acteurs ont des positions de gauche. La plupart se définissent comme des radicaux non dogmatiques de gauche. Ils sont radicaux car ils ont développé une critique radicale de la société, ils sont anticapitalistes, libertaires mais non dogmatiques, en opposition avec les *K-Gruppen*, les groupes communistes. Dans le domaine politique traditionnel, les buts du mouvement alternatif sont plutôt représentés par les Verts et les listes alternatives, mais on ne peut pas dire qu'ils sont

¹⁰⁷ Joachim Schild, *Politische Konfliktlinien, individualistische Werte und politischer Protest. Ein deutsch-französischer Vergleich*, Opladen : Leske, Budrich, 2000, p. 36.

les partis du mouvement alternatif. A Berlin, beaucoup d'alternatifs votent PDS. Le SPD n'est que très rarement cité. Il y a également des groupes qui ne votent pas, considérant en effet la politique comme un instrument de domination, donc l'acte de voter légitime cette domination.

Groupes antifascistes (*Antifas*)

Les groupes du mouvement alternatif sont particulièrement engagés dans le lutte antifasciste. Ils estiment que trop peu de choses sont faites pour empêcher la diffusion des idées néonazies, qu'il faut entreprendre également d'autres types d'actions que les manifestations. Une grande importance est donnée à la formation, l'information. On combat le fascisme comme étant un crime et non une opinion¹⁰⁸. Les alternatifs, notamment les punks, sont régulièrement attaqués par des militants néonazis. La plus grosse organisation antifasciste de Berlin est la *AntifaAktionBerlin* (AAB), depuis 2003 sous le nom de *Antifaschistische Linke Berlin* (ALB). Les membres des *Antifas* sont des radicaux de gauches, souvent des autonomes. Peu d'*Antifas* remplissent les critères pour une subvention, car leur lutte antifasciste s'accompagne bien souvent d'une lutte radicale pour changer la société. Ces groupes soulignent fréquemment la continuité et les affinités entre le nazisme et le capitalisme. Il s'agit également de lutter contre les tendances fascisantes de l'Etat (le contrôle, la surveillance abusive) et les dérives populistes de certains politiciens.

Une des méthodes les plus controversée des groupes antifascistes, les *Antifas*, est d'identifier les militants néonazis dans Berlin et de diffuser leur identité, notamment par des tracts présentant leur identité complète, leur photo, leur place dans les organisations néonazies, une biographie et leur adresse, parfois même le numéro de téléphone et l'adresse électronique. Dans le *Stressfaktor* il y a une rubrique « *Nasty neighbour* » qui utilise ce procédé. Il y est incité à « leur montrer ce qu'on pense d'eux » mais il est demandé de s'en tenir à la loi¹⁰⁹. Ce procédé est légitimé par le fait que ces militants sont une menace et en font autant de leur côté sur les individus d'extrême-gauche. Les *Antifas* essaient d'être toujours renseignés des manifestations néonazies pour y être présentes, protester contre l'autorisation de ces manifestations par l'Etat et tenter d'en empêcher le déroulement.

Les *Antifas*¹¹⁰ font l'objet d'une surveillance de la part des autorités publiques, qui les considèrent comme des extrémistes de gauche. En effet les *Antifas* allient une critique du

¹⁰⁸ « Faschismus ist keine Meinung, es ist ein Verbrechen »

¹⁰⁹ « Bitte begeht keine Straftaten und haltet Euch an das Gesetz, Freunde »

¹¹⁰ Voici les groupes Antifa que j'ai recensé sur Berlin : Antifaschistische Linke Berlin (früher: AAB) : „Jugendantifa Marzahn“ (JAM), „Antifa Jugend Aktion Schöneberg/Steglitz“ (AJAS), „AntifaJugend Aktion

fascisme à une critique radicale plus globale du système et de l'Etat et utilisent souvent des procédés illégaux. Le Ministère de l'intérieur allemand publie régulièrement des études sur les actes de violence commis par des extrémistes de gauche. La plupart de ces actes de violence sont dirigés contre des militants néonazis ou des structures néonazies. Le « service de protection de la constitution du Land de Berlin » a publié en 1999 une étude sur les groupes autonomes antifascistes : « *Antifa* signifie agression. L'*Antifa* comme couverture pour la violence »¹¹¹ La violence des *Antifas* leur est reprochée, on leur reproche d'instrumentaliser la lutte antifasciste dans des buts antidémocratiques, pour diffamer des adversaires politiques. En août 2005 ont eu lieu des perquisitions contre des *Antifas* berlinoises, en juillet 15 perquisitions avaient déjà eu lieu. Le 27 août 2005 la police a perquisitionné deux appartements, deux bureaux collectifs, le magasin *Red-Stuff* (qui vend des t-shirts, affiches, autocollants, de la lecture antifasciste), *Apabiz* (archive de la presse et centre de formation antifasciste. Une de leurs activités les plus importantes est le recensement des actes extrémistes, antisémites, racistes et homophobes qui ont été rapportés dans la presse à Berlin dans l'année et dont ils publient la liste et le résumé au début de chaque année), ainsi que les bureaux du site internet *antifa.de* et a saisi des ordinateurs et banques de données. La raison en est une fête organisée par l'organisation *Antifa Brigaden Berlin*, dont il a été fait publicité dans divers lieux alternatifs et sur le site *antifa.de*, et à laquelle on offrait une boisson gratuite pour chaque sac poubelle contenant des tracts et affiches électorales du NPD (procédé illégal). La police a interrompu cette fête qui avait lieu dans le *Subversiv*, la salle de concert et bar d'un collectif d'habitation, pris des photographies et procédé à des contrôles d'identités. La raison invoquée est l'incitation à commettre un délit et l'exercice d'activités politiques en dehors de l'ordre démocratique¹¹².

Activisme

Kreuzberg“ (AJAK), „Jugendantifa Friedrichshain“ (JAF), „Antifa Süd-Ost“ (ASO), „Antifa Jugend Aktion Potsdam“ (AJAP), „Antifaschistische Rote Dornen“ (ARD); VVN-BdA Landesvereinigung Berlin ; Antikapitalistische Aktion Berlin ; Treptower Antifa ; R.O.T.K.Ä.P.C.H.E.N. ; BV VdN Berliner Vereinigung ehemaliger Teilnehmer am antifaschistischen Widerstand, Verfolgter des Naziregimes und Hinterbliebener (BV VdN) e.V. ; Berlin Aktionsbündnis gegen Rechts und Unrecht ; Berlin Rudow Autonome Antifa ; Antifa Hohenschönhausen ; Linke Bande Spandau ; Antifa Friedrichshain ; TU-Antifa ; FU-Antifa ; Autonome Antifa Inferna ; Antifa Initiative Reinickendorf (AIR) ; Bund der Antifa Köpenick et Treptow.

¹¹¹ *Landesamt für Verfassungsschutz Berlin* : « Antifa heißt Angriff. Antifa als Deckmantel für Gewalt », www.berlin.de/sen/inneres/verfassungsschutz/publikationen/antifa.htm

¹¹² www.antifa.de/cms/

Il ne s'agit pas ici de recenser toutes les actions récentes entreprises par le mouvement alternatif, mais plutôt de donner une vue d'ensemble du répertoire d'action du mouvement alternatif. Une des caractéristiques du mouvement alternatif est l'activisme, la contestation par des moyens innovateurs et non-conventionnels. La stratégie la plus utilisée est celle de la subversion. La subversion est le bouleversement de l'ordre établi. Il s'agit d'attirer l'attention et de provoquer la réflexion auprès de l'opinion publique, souvent par le choc, de s'attaquer à des entreprises ou des institutions, de les paralyser ou de les discréditer pour les affaiblir. C'est une forme d'agression indirecte, c'est l'art d'organiser la désorganisation et de miner l'autorité. Subvertir, c'est « arracher les esprits à l'emprise du pouvoir en place »¹¹³, c'est une « méthode de corrosion de l'autorité »¹¹⁴. Il s'agit de dissoudre le consensus qui unit la société en présentant comme autant de mythes, d'aliénations, de manifestations d'une oppression les règles, les rites, les tabous jusque-là admis, la culture reçue, les principes d'autorité suivis¹¹⁵. La subversion consiste à s'attaquer au pouvoir lui-même en jouant de ses contradictions, de ses faiblesses, de son formalisme et de sa rhétorique.

La communication guérilla (*kommunikationsguerilla*) a été inventée par Luther Blisset et Sonja Brünzels du groupe autonome allemand a.f.r.i.k.a. La guérilla est une stratégie conçue pour combattre un adversaire supérieur en nombre ou en puissance ; à cause de la dissymétrie des forces, les *guérilleros* évitent le combat frontal et préfèrent une multitude d'actions et d'attaques surprises¹¹⁶. La communication guérilla ne cherche pas à convaincre par des arguments ou des faits, elle prend pour cible les signes et modes de communication dominants, ne cherchant pas à les détruire mais à les détourner, les remplacer par d'autres pour en montrer la futilité. La communication guérilla utilise notamment deux principes : le « dépaysement », qui « vise à perturber la perception du spectateur en modifiant de manière imprévue le fonctionnement normal de formes, d'images ou d'événements codifié, par exemple en changeant le contenu d'une forme préexistante » (par ex. détournement graphique de logo). Une autre technique pour créer un effet de dépaysement est de laisser un message inchangé et de l'insérer dans un nouvel environnement. Alors que le dépaysement fonctionne en créant un effet de distance chez le spectateur, le deuxième principe utilisé par la communication guérilla, celui de la « suridentification », cherche à coller à la logique de ce qu'il dénonce, il s'agit de la technique de l'« affirmation subversive »¹¹⁷.

¹¹³ article de Pierre Dabezies sur universalis.fr

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Morjane Baba, *op. cit.*, p. 109.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 70.

L'affirmation subversive est un procédé ironique fondé sur l'antiphrase et sur la caricature. L'affirmation subversive est délicate à manier, il faut faire en sorte que le public comprenne finalement qu'il s'agit bien d'ironie. Cela peut servir à piéger des adversaires dénués d'humour, notamment par l'invention de « supporters » encombrants. L'imposture, la falsification, le discrédit, l'« intox » (diffusion de fausses informations, de rumeurs) sont également des techniques de communication guérilla. A la différence de la contrefaçon ou de l'imposture frauduleuse, la supercherie doit être révélée. L'objectif n'est pas de tromper le public mais de faire apparaître la manière dont il se fait abuser ordinairement. L'humour est une des armes de la subversion. Un exemple de rumeur subversive sont les fausses « journées du chaos » en Allemagne, par des mails et tracts pour annoncer l'organisation d'une journée de bris de vitrines et de rassemblements punks, comme à Hanovre en 1996, provoquant le déploiement de centaines de cars de police et troupes anti-émeutes dans une ville vide¹¹⁸.

Une bataille d'eau (mais aussi de légumes mous !) est organisée tous les ans depuis 1998 entre les habitants de Friedrichshain et de Kreuzberg, les deux arrondissements désormais administrativement liés. La dernière a eu lieu le 11 septembre 2005 sur le pont reliant les deux arrondissements, le *Oberbaumbrücke*. Cette action est déclarée comme étant une manifestation pour un grand Friedrichshain indépendant. Il s'agit d'une action festive et ironique, avec des slogans réclamant la sortie de Friedrichshain de l'OTAN¹¹⁹. Ces actions cherchent à introduire de la fantaisie dans le ville. Le groupe *reclaim the street!* organise régulièrement des « fêtes sauvages » (c'est-à-dire sans demander une permission aux autorités) en bloquant des rues de Berlin, attirant environ 500 participants à chaque fois.

L'activisme subversif de certains alternatifs peut confiner au militantisme de combat. Les altermondialistes par exemple ont repris le principe de la cartographie militaire pour les manifestations : la carte montre le lieu (pour le G8 à Gleneagles début juillet 2005 il y avait des cartes interactives sur *Indymedia.org*) et permet d'organiser sa stratégie. Il y a également des cartes, itinéraires et conseils pour éviter les caméras de surveillance. Enfin des organigrammes du pouvoir sont élaborés, avec les connections entre les différents groupes qui détiennent le pouvoir. Le *black bloc* utilise des techniques de guérilla, par exemple la technique du « nuage de papillons » : des groupes se forment, synchronisent leurs actions et se dispersent aussi rapidement. Certaines techniques d'activisme s'apprennent dans les « A-Camp » durant l'été où on alterne débats théoriques et apprentissage des ruses pratiques.

¹¹⁸ Morjane Baba, *op. cit.*, p. 103.

¹¹⁹ « Austritt Groß-Friedrichshains aus der NATO », wasserarmeefriedrichshain.de

La destruction de propriété est une tactique très controversée au sein du mouvement alternatif. Elle est utilisée par le *Black Bloc*, notamment lors de manifestations altermondialistes. Pour eux briser des vitrines n'est pas de la violence, et le verre brisé devient une métaphore des vies brisées par des firmes capitalistes¹²⁰. Le *Militante Gruppe (MG)* de Berlin a revendiqué plusieurs incendies en 2004 : contre l'institut allemand pour la recherche économique, les services de la circonscription Pankow et Berlin-Nord, trois véhicules des TELEKOM, ainsi que contre les services de la circonscription de Reinickendorf et de Tempelhof-Schöneberg.

Un mouvement culturel

Le mouvement alternatif est également un mouvement culturel. Il s'appuie sur une identité culturelle commune et ses revendications sont également largement fondées sur le domaine culturel. La culture alternative n'est pas générationnelle, ce n'est pas non plus une simple culture du temps libre mais un domaine de culture spécifique dans lequel il est tenté de mettre sur une autre voie les domaines de la vie et du travail, des loisirs et de la consommation.

Revenons sur le terme de culture. La culture est au sens anthropologique « l'ensemble des coutumes, croyances, goûts, connaissances, organisations, valeurs et normes qui orientent la conduite des membres d'une société donnée, régulent les rapports et comportements d'un groupe social avec son environnement »¹²¹. Au sens le plus large, la culture est constituée par tout ce qui n'est pas inné et relève d'un processus social. Le langage, les valeurs, les façons de vivre sont des traits culturels, et nombre de comportements qui paraissent naturels relèvent pour une part au moins de la culture. Dans la tradition de l'anthropologie classique, étudier la culture c'est interroger un groupe social non par rapport à ses inégalités et ses contradictions mais par rapport à la cohérence de la vie symbolique du groupe. Tout ce qui peut être saisi comme une régulation symbolique de la vie sociale appartient à la culture (y compris les habitudes alimentaires, l'esthétique, la position par rapport au mariage, à la mort). Nous avons retenu la définition du sociologue Guy Rocher : la culture est « un ensemble de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer

¹²⁰ Morjane Baba, *op. cit.*, p. 96 et communiqué du *Black bloc*, anti-©, 2000.

¹²¹ Jean-François Couet, Anne Davie, Alice Le Flanchec (dir.), *op. cit.*, p. 162.

ces personnes en une collectivité particulière et distincte »¹²². On utilise le terme de culture pour décrire l'organisation symbolique d'une société ou d'un groupe, la transmission de cette organisation et de l'ensemble des valeurs étayant la représentation que le groupe se fait de lui-même, de ses rapports avec les autres groupes et avec l'environnement.

La culture est un phénomène collectif, lié à un groupe humain ; c'est dans le contact (fêtes, échanges), qu'elle s'actualise, c'est par le langage qu'elle existe, par l'échange des mots, des gestes et la confrontation des attitudes. La culture d'un groupe, c'est l'intimité d'un groupe, l'implicite qui le contient. La culture procède d'une activité symbolique omniprésente, avec des rituels, des codes. C'est à travers la culture que s'organise la continuité du groupe, par le langage qui permet de faire articuler les mythes et la mémoire. Elle constitue toujours un « dedans » par rapport à un « dehors »¹²³. Enfin la culture d'un groupe est caractérisée par une cohérence interne. Le style est un signe distinctif, un symbole de l'appartenance au groupe. Le style est l'ensemble des moyens d'expression utilisés, la langue, la mode, la musique, le langage corporel en sont les principaux médias. Nous avons déjà évoqué quels sont les symboles, les codes d'appartenance du mouvement alternatif, la forte identité collective qui en fait un mouvement social et culturel.

La culture peut être définie sans référence exclusive à la société globale. Une culture peut-être celle de la société globale, mais également celle d'un groupe particulier au sein de la société globale, on parle alors de sous-culture. Lorsque l'on parle de sous-culture, cela implique que des groupes ont à la fois leurs caractéristiques spécifiques et à la fois qu'ils partagent des références communes avec la culture nationale, comme la même langue et les mêmes institutions¹²⁴. Si la sous-culture s'oppose à la culture de la société globale, il s'agit d'une contre-culture. Le concept de contre-culture remonte particulièrement à un essai de 1969 de Théodore Roszak, *The making of Conter Culture*¹²⁵. Le mouvement alternatif représente une sous-culture, dans laquelle on trouve des contre-cultures comme le punk ou encore les autonomes. On utilise aussi le terme *underground*, la culture souterraine, parfois clandestine, qui renvoie à une certaine marginalisation.

On a souvent décrit le mouvement alternatif comme un mouvement de marginaux. Les marginaux sont des individus qui rompent volontairement ou non avec le monde citoyen, les habitudes, les amis, connaissances et voisins. Les marginaux peuvent l'être par choix et être

¹²² Jean Fleury, *La culture*, Rosny : Bréal, 2002, p. 15.

¹²³ Jean Fleury, *op.cit.*, p. 13.

¹²⁴ Jean Fleury, *op.cit.*, p. 58.

¹²⁵ Bernhard Schäfers, « Die Jugendlichen und die Alternativen » in : Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg (dir.), *Jugend, Jugendprobleme, Jugendprotest*, Francfort : Verlag Kohlhammer, 1982, p. 132.

des créatifs, ils peuvent aussi être des exclus (*Aussenseiter*) de la société. Dieter Baacke a introduit le terme d'expatriation volontaire (*Selbstausbürgerung*) pour décrire la remise en question radicale des formes d'existence citoyenne. Walter Hallstein définit le mouvement en 1969 comme l'*underground* (*Untergrund*), puis dix ans plus tard comme une contre-société (*Gegengesellschaft*). Le mouvement alternatif est compris comme une deuxième culture se développant à côté de la culture première. Cette culture première ou principale serait la culture de la majorité. La théorie des deux cultures serait d'abord apparue en Italie vers 1868 dans les cercles de droite, dans un journal jésuite, ce serait donc un concept de droite pour exclure le prolétariat de la société civile¹²⁶. C'est l'ancien sénateur SPD Peter Glotz qui a redécouvert ce terme. Se définir comme une deuxième ou une contre-société, c'est accepter que tout le pouvoir reste entre les mains d'un seul groupe. De plus dans la culture de la majorité il y a des différences culturelles, à cause de différences régionales, de différents niveaux d'éducation, de différentes façons de vivre et d'appartenances à des classes différentes. Jürgen Miermeister dans sa contribution à l'ouvrage « Le dragon aux mille têtes », retourne la théorie des deux cultures de Glotz, qu'il égratigne au passage. Il évoque la schizophrénie de Berlin, coupée en deux par le mur, à la fois ville d'utopies, d'expérimentations fantaisistes et poétiques, et ville de la misère, du doute, du traumatisme ; une ville qui « a tout en double : le Zitty et le Tip, le Taz et le Neue, Berlin-Est et Berlin-Ouest »¹²⁷. Il la décrit comme une hydre. « Nous avons deux cultures et dans la première à nouveau deux et dans la deuxième encore de nombreuses »¹²⁸.

Le terme de culture alternative ne contient certes pas d'expression de programme ou de perspective si ce n'est celle du vivre autrement, mais les termes de contre-culture, scène ou encore deuxième culture ne correspondent qu'à une partie du mouvement et ne rendent pas bien compte du large spectre de cette culture alternative. Selon Huber, il n'existe pas de culture de la majorité¹²⁹.

La scène alternative (*Die Szene*)

Il est souvent question de la scène alternative. La « scène » représente la forme d'organisation la plus fluide du mouvement alternatif, et à travers elle se forme aussi la

¹²⁶ Joseph Huber, *op. cit.*, p. 71.

¹²⁷ Jürgen Miermeister, « Monologa aus einer besetzten Stadt », in : Max Thomas Mehr (dir), *Drachen mit tausend Köpfen. Spaziergänge durch linkes und alternatives Milieu*, Darmstadt et Neuwied : Sammlung Luchterhand, 1982, p. 21

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ Joseph Huber, *op.cit.*, p. 73.

culture alternative. Une scène est « un réseau de publics locaux avec identité commune partielle de personnes, lieux et contenus »¹³⁰. Un public est un collectif de personnes qui sont caractérisés par la consommation au même moment du même événement. Une scène émerge lorsqu'un public présentant des ressemblances va régulièrement et de manière sélective dans certaines structures de divertissement dont l'offre est elle aussi sélective (cafés, boîtes, théâtres, cinémas, galeries, salles de concert), l'endroit devient un lieu de rencontre de la scène. Les membres de la scène alternative participent à des événements, vont dans des cafés, lieux de rencontre et participent à des actions qui sont d'importance pour le maintien du mouvement. Les lieux de rencontre qui font exister la scène sont des lieux d'échange qui renforcent le sentiment d'appartenance. Des formes spécifiques à la scène se manifestent dans des conventions implicites par la combinaison de la langue, de l'aspect extérieur, des opinions politiques, des références, des préférences musicales, du style de vie. Les vêtements, les bijoux, la façon de parler et de se comporter sont autant de signes distinctifs. La scène apparaît comme une forme spéciale d'organisation de liaison collective ; dans la scène il y a un balancement entre intimité et anonymat, on se connaît parfois personnellement, parfois juste de vue comme quelqu'un appartenant à la scène. Des formes de comportements ont lieu qui ne sont pas toujours compréhensibles pour quelqu'un d'extérieur à la scène. Dans ces groupes, il y a un comportement de consommation latent, un style, des modes. Dans la scène, l'intimité vécue conduit à un sentiment collectif. Les individus se reconnaissent dans le sens qu'ils donnent à des objets symboliques, dans leur style. Le style, c'est l'esthétique (notamment les vêtements), la musique qu'on écoute, le mode de vie. C'est investir de sens des objets et son aspect extérieur afin d'exprimer ses préférences et être reconnu. Le style d'un groupe donne des indications sur les valeurs et principes représentés par le groupe, il permet la délimitation avec d'autres groupes et leur culture. Il y a une certaine homogénéité dans le style d'une scène.

Le mouvement alternatif met l'accent sur les groupes et les communautés comme lieu de refuge. La scène devient une possibilité d'échapper aux contraintes de la société avec ses mécanismes et sa tendance à l'anonymat, à l'abstraction et à l'isolement. Le groupe et la scène sont plus que la base de la communication et de l'interaction quotidienne, ils sont un

¹³⁰ Jan Schwarzmeier, *op. cit.*, p. 24.

ersatz de société et offrent diverses possibilités de s'éloigner des structures habituelles de la société¹³¹.

En conclusion

L'emphase de 1978 a cependant pâli. Le mouvement alternatif tel qu'il était en 1978 n'existe plus, mais il n'est plus non plus question dans la politique d'un «Modell Deutschland». Avant on croyait en une alternative au système, mais on s'est rendu compte qu'il s'agit plutôt d'une alternative dans le système. De plus, il est devenu difficile de «descendre du train», comme le préconisait le congrès *Tunix*, dans une société globalisante. Les thèmes des mouvements féministes, alternatifs, pacifistes se sont diffusés dans le système. La protection de l'environnement, l'économie d'énergie, la parité, les problèmes d'urbanisme ont aussi maintenant une place importante dans la rhétorique des partis établis, notamment à cause de la concurrence des Verts. Inversement les groupes de femmes, de protection de l'environnement, de paix, les projets alternatifs, utilisent aussi les possibilités d'influence et de subventions institutionnelles. Le discours alternatif a été récupéré par les partis, les médias, la publicité, certaines entreprises, et le style alternatif érigé en mode. Les débats qui animent les alternatifs n'ont cependant pas perdu de leur actualité puisque le réarmement a progressé (première intervention militaire allemande dans le cadre de l'OTAN en 1992 avec la crise en Bosnie Herzégovine, puis en 1999 au Kosovo et en 2000 en Afghanistan), le chômage est très fort, surtout à Berlin (jusqu'à 17,5%), les conditions de travail sont pour beaucoup précaires, tandis que la critique de la consommation, de la publicité et des médias ainsi que les valeurs écologiques ont pris une nouvelle importance. La volonté d'autonomie, d'autodétermination, d'émancipation, l'aspiration à une autre forme de société, plus solidaire et plus écologique, sont toujours présentes. L'infrastructure sociale, culturelle, politique des mouvements (les initiatives et projets, les réseaux formels et informels), leurs médias d'information et de communication ainsi que les partis liés comme les listes alternatives et indépendantes continuent à maintenir le mouvement. Dans le *Stattbuch 6*, Dieter Rucht annonce : «le mouvement alternatif est mort, mais les alternatives vivent»¹³².

¹³¹ Bernhard Schäfers, « Die Jugendlichen und die Alternativen » in : Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg (dir.), *Jugend, Jugendprobleme, Jugendprotest*, Francfort : Verlag Kohlhammer, 1982, p. 136.

¹³² Annuaire *Stattbuch 6 Berlin. Ein Wegweiser durch das andere Berlin*, Berlin : Stattbuch-Verlag, 1999, p. 11.

Amandine Sécheresse 2005